

Mis en oeuvre par

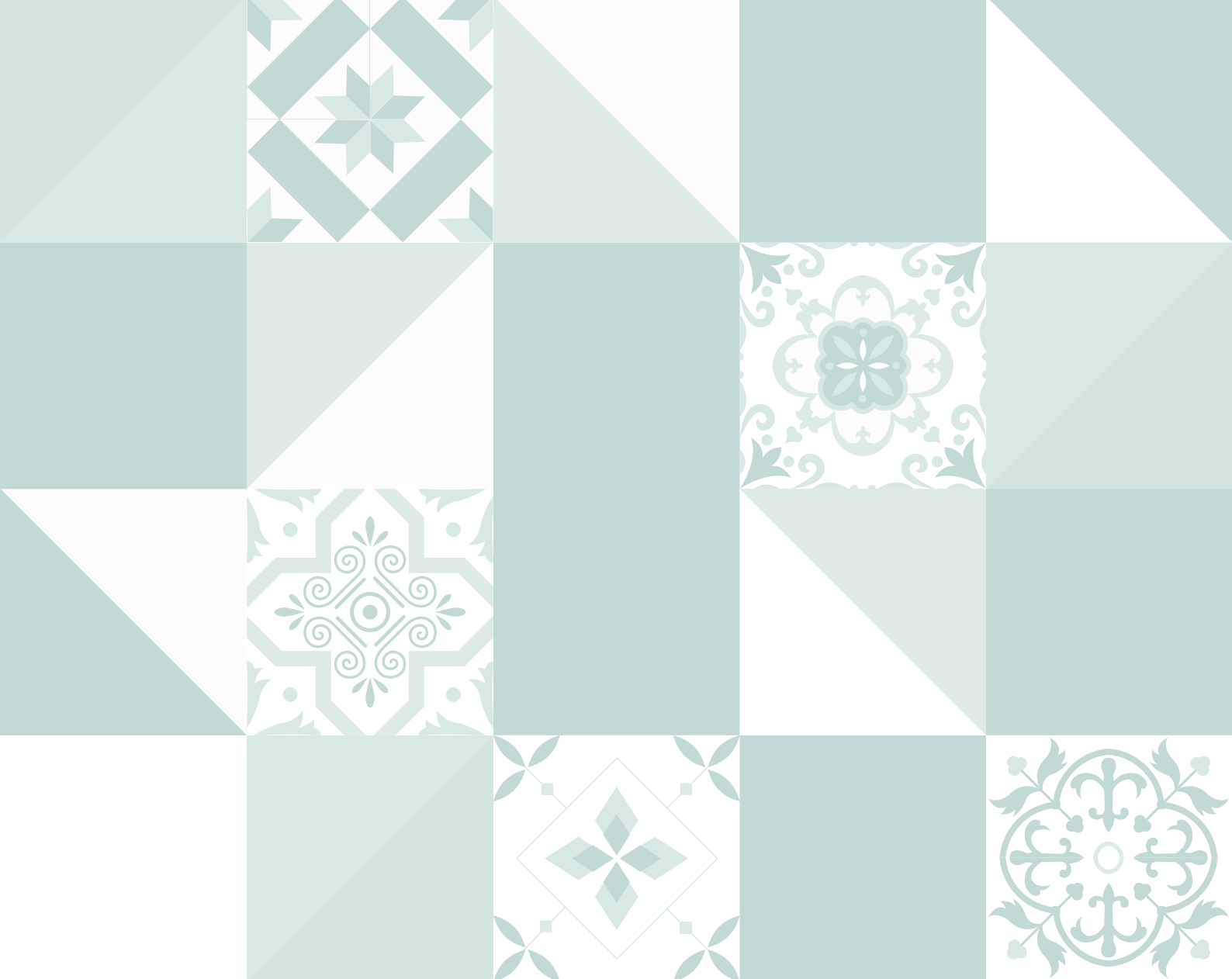


Financé par
l'Union européenne

Communautés rurales et migration :

Une évaluation des facteurs de la migration dans le sud de la Méditerranée





Rapport rédigé par :
Alexis McLean

© Union européenne, 2022

Les informations et points exprimés dans cette étude sont celles de leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'Union européenne.

Les institutions et organes de l'Union européenne, ou toute personne agissant en leur nom, ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation qui pourra être faite des informations contenues dans cette étude.

Index

Liste des graphiques et tableaux.....	4
Synthèse.....	5
Introduction.....	8
1. Caractéristiques du développement rural.....	11
1.1 Disparités entre zones rurales et zones urbaines	11
Divergences en matière de pauvreté.....	12
Divergences en matière d'instruction.....	13
Divergences en matière d'infrastructures.....	13
1.2 Perspectives pour l'agriculture.....	15
L'agriculture et l'économie dans les pays du sud de la Méditerranée.....	16
Stratégies nationales pour l'agriculture.....	17
1.3 Les conséquences du changement climatique et des pénuries d'eau.....	18
2. L'émigration dans le contexte de la transformation structurelle.....	21
2.1 Examen des déterminants de la migration.....	21
Informalité et concentration des marchés du travail ruraux.....	21
Normes socioculturelles.....	23
Aspirations des jeunes et éducation.....	24
2.2 Tendances en matière de migration interne.....	26
2.3 Tendances en matière de migration internationale.....	29
Cartographie des émigrants ruraux internationaux.....	29
La problématique de l'engagement de la diaspora rurale.....	32
3. Immigration et réintégration.....	34
3.1 Aperçu de l'immigration en zone rurale.....	34
3.2 Les travailleurs agricoles étrangers en Jordanie.....	37
3.3 Caractéristiques des migrants de retour dans les zones rurales.....	39
Remarques finales.....	41
Bibliographie.....	44



Liste des graphiques et tableaux

Graphique 1	Accès à l'eau potable au Maroc par milieu géographique (% de la population)	Page 14
Graphique 2	Part du secteur agricole en pourcentage du PIB depuis 2006	Page 16
Graphique 3	Part du secteur agricole en pourcentage de l'emploi total en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie	Page 16
Graphique 4	Estimations relatives à l'emploi informel par secteur en Égypte, en Jordanie et en Tunisie	Page 22
Graphique 5	Désir d'émigrer par groupe d'âge et par pays en 2019	Page 25
Graphique 6	Taux de migration nette par milieu géographique au Maroc	Page 28
Graphique 7	L'émigration tunisienne par zone d'origine (enquête de la FAO)	Page 31
Graphique 8	Répartition de la population immigrée selon la région de résidence en Tunisie	Page 35
Graphique 9	Main-d'œuvre immigrée par nationalité, enquête de l'OIT à Irbid et Mafrag	Page 38
Tableau 1	Taux de pauvreté par zone de résidence en Tunisie	Page 12
Tableau 2	Indicateurs macroéconomiques en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie	Page 15
Tableau 3	Projections climatiques et incidence économique	Page 20

Synthèse

a) Contexte, objectifs et méthodologie

Les communautés rurales d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont confrontées à une myriade de défis propres à leur contexte. Alors que la sécurité alimentaire occupe une place croissante dans les forums régionaux et mondiaux, ces pays connaissent un relatif déclin démographique dans les zones rurales, d'importantes lacunes dans le développement rural et une dégradation de l'environnement résultant de la surexploitation des ressources et du changement climatique. Pour les communautés des zones rurales, la conjonction et l'intensification de ces tendances soulèvent de sérieuses questions quant à leur capacité à faire face aujourd'hui et dans un avenir proche.

Cette étude est consacrée à l'analyse du phénomène migratoire dans les zones rurales du sud de la Méditerranée. Contrairement aux récentes approches infranationales axées sur les villes et leurs capacités d'accueil des migrants, l'étude porte sur les mécanismes par lesquels les communautés rurales sont insérées dans des schémas de mobilité nationaux, régionaux et internationaux. Souvent considérées comme étant exclusivement des zones de départ, l'analyse vise à nuancer cette perspective en démontrant que l'exposition des zones rurales à des interfaces internationales, telles que le commerce, l'agriculture et l'action climatique, a des implications migratoires négligées que les décideurs politiques se doivent de prendre en compte. L'examen de ces implications et l'évaluation des réponses correspondantes en terme de politiques migratoires sont au cœur de l'étude. Les résultats et les recommandations qui en découlent sont destinés à consolider les connaissances sur les migrations dans la région euro-méditerranéenne, conformément à la cible 10.7 de l'objectif de développement durable 10 de l'ONU, et à l'objectif 23 du Pacte de Marrakesh qui vise à œuvrer pour « la migration et la mobilité de façon ordonnée, sûre, régulière ».

L'étude se concentre sur la mise en exergue et l'analyse des caractéristiques rurales de la migration, telle que comprise dans la conception la plus large du terme. Pour ce faire, elle s'appuie sur un examen pluridisciplinaire et synthétique de la situation dans cinq pays : Algérie, Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie. Bien que les tendances discutées puissent être plus largement applicables, elles sont à considérer avant tout par rapport à ce groupe restreint de pays. L'étude s'appuie sur une approche méthodologique mixte reposant sur deux piliers : 1) recherche documentaire rassemblant, pêle mêle, sources statistiques nationales et internationales, évaluation de projets de coopération, littérature académique et rapports d'organisations internationales ; et 2) entretiens semi-structurés avec des spécialistes en matière de migration, de développement rural, de développement durable et d'agriculture dans tous les pays étudiés.

b) Principales conclusions

La recherche indique une association systématique entre la transformation structurelle en cours dans la région et les dynamiques de migrations rurales (sortante et entrante). En effet, l'émergence d'un modèle agricole intensif, orienté vers l'exportation, alimenté par de grandes surfaces d'exploitation, des systèmes d'irrigation modernes et une intégration dans les marchés urbains, agit défavorablement sur les petits exploitants et les populations dont les revenus dépendent de la production agricole. Pour les communautés rurales, la perte de moyens de subsistance et l'érosion des structures sociales traditionnelles qui en découle alimentent les tendances migratoires, que ce soit à l'intérieur du pays ou vers l'étranger. La situation est exacerbée par le manque d'opportunités dans le secteur non-agricole, que les populations rurales marginalisées pourraient considérer comme des alternatives, notamment les jeunes.

Dans le même temps, les transformations alimentent la demande du secteur agricole pour un type de main-

d'œuvre flexible et peu qualifiée, de plus en plus assurée par des travailleurs étrangers, notamment dans le cadre des migrations de transit ou des zones frontalières. L'omniprésence du travail informel dans les zones rurales est de nature à favoriser des pratiques de recrutement et des conditions de travail abusives, en plus d'empêcher les migrants de contribuer pleinement à leur environnement social, soulignant la nécessité d'une plus grande régulation du secteur.

Les principales conclusions de l'étude peuvent être articulées de la façon suivante :

- I. L'exode rural est un phénomène caractéristique des sociétés de la région. L'exode concerne principalement les hommes et les segments les plus jeunes de la population rurale.
- II. Les motivations de l'émigration restent principalement socio-économiques, mais englobent de plus en plus des considérations liées aux normes sociales, aux modes de vie et aux aspirations professionnelles.
- III. En raison de leur accessibilité, les zones urbaines sont, traditionnellement, des options plus attrayantes pour les migrants des zones rurales que la migration internationale, ce qui se traduit par une urbanisation soutenue, une interaction rurale-urbaine intense et des niveaux considérables de mobilité interne. La pression qui en résulte sur les infrastructures et les marchés du travail des villes catalyse les aspirations migratoires en milieu urbain.
- IV. Dans le même temps, la région se caractérise par des stratégies agricoles ambitieuses, malgré la détérioration des perspectives environnementales et l'accroissement des déficits démographiques et/ou de compétences.
- V. Les migrants qui s'installent dans les zones rurales ont tendance à occuper des emplois peu qualifiés, sont concentrés le long des routes migratoires ou dans les zones frontalières, se regroupent autour des pôles agricoles (et des grandes exploitations) et ne bénéficient pas d'une protection adéquate.
- VI. Les connaissances ayant trait à la contribution des (im)migrants aux communautés rurales et leurs conditions de travail dans l'agriculture sont particulièrement rares. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour faire la lumière sur les vulnérabilités, promouvoir des emplois décentés et maximiser les avantages économiques de la migration pour les communautés rurales.
- VII. Les enquêtes sur les ménages migrants attestent de l'intérêt soutenu de la diaspora pour les affaires agricoles et le développement des zones rurales. Les enquêtes montrent que l'agriculture reçoit une part importante des investissements de la diaspora ainsi que des migrants de retour.

c) Recommandations d'action politique

Les résultats ci-dessus mettent en évidence le potentiel d'une action concertée fondée sur une intégration fluide des politiques, notamment en ce qui concerne, entre autres, le développement rural, le lien entre le climat et l'eau, l'agriculture et la migration. En tout état de cause, cette étude montre que la convergence des politiques dans les différents domaines reste indispensable pour tirer profit des synergies entre secteurs et atteindre les objectifs de développement durable. En partant de ce principe, cette étude invite les décideurs politiques à prendre en compte les recommandations suivantes :

- 1. Recueillir des données précises sur les effets actuels et prévus du changement climatique sur la performance agricole** dans toute la région, ainsi que l'incidence de ces effets sur les aspirations migratoires observées en milieu rural ;
- 2. Maximiser la sensibilisation des interventions en matière de migration aux questions liées au climat et aux ressources naturelles, et notamment à l'eau**, en alignant les programmes relatifs aux causes profondes de la migration (réduction de la pauvreté, amélioration des moyens de subsistance) sur les objectifs nationaux d'adaptation au climat et les initiatives locales de préservation des ressources ;
- 3. Soutenir la diversification économique dans les zones rurales** en proposant des formations, des programmes d'entrepreneuriat et des subventions pour la professionnalisation des entreprises non-agricoles, tout en mettant l'accent sur des filières à fort potentiel tel que l'éco-tourisme et l'agroalimentaire ;
- 4. Promouvoir la réglementation des marchés ruraux du travail**, en particulier en ce qui concerne la

formalisation de l'emploi des personnes vulnérables dans l'agriculture (femmes, jeunes et immigrants), et ce, en impliquant les employeurs, les syndicats et les représentants des communautés au niveau local ;

5. **S'attaquer à la perception négative des modes de vie ruraux** dans la région par des campagnes pilotes d'éducation et/ou de communication, en ciblant efficacement les populations plus jeunes comme moyen de réduire les déséquilibres démographiques croissants ;
6. **Lever les restrictions à la mobilité interne** et soutenir les zones d'arrivée, principalement les zones urbaines ou périurbaines, afin de capitaliser sur les capacités d'adaptation des populations rurales ;
7. **Impliquer les migrants de retour et la diaspora** dans la consolidation du secteur agricole à travers l'échange vertueux de pratiques, technologies et méthodes agricoles privilégiant une approche durable et centrée sur les petits exploitants.



Introduction

Les recherches récentes sur les migrations ont surtout examiné ce phénomène du point de vue des villes. En raison de l'accélération des tendances d'urbanisation, les analystes et les décideurs politiques se sont interrogés sur le rôle joué par les espaces urbains dans les flux migratoires, améliorant la connaissance commune de la dimension locale et de l'importance de la migration tout en mettant en lumière les défis urgents que les villes doivent relever.

S'il est avéré que la migration est profondément ancrée dans le paysage urbain et sa structure sociale, cela ne doit pas occulter la fonction que jouent les espaces non urbains dans les flux migratoires au niveau mondial. Pour les migrants, les zones rurales peuvent représenter des zones de départ ainsi que de transit ou de destination. En retour, les sociétés rurales sont profondément touchées par la mobilité des personnes. Bien que la part des migrants ruraux dans le monde soit sujette à incertitude, il est important de souligner que 40 % des envois de fonds sont dirigés vers des zones rurales, suggérant que les « périphéries » rurales sont bien plus que des espaces marginaux dans les processus migratoires mondiaux¹. Dans la région méditerranéenne en particulier, la migration reflète souvent les défis et opportunités entremêlés des sociétés rurales, et représente le produit de leur cheminement transformationnel.

En 2022, les communautés rurales d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont confrontées à une myriade de défis propres à leur contexte. Alors que la sécurité alimentaire occupe une place croissante dans les agendas mondiaux et régionaux², les zones rurales connaissent un déclin démographique³, d'importantes lacunes de développement et une dégradation de l'environnement résultant de la surexploitation des ressources et du changement climatique. Pour les agriculteurs et les communautés rurales, la conjonction et l'intensification de ces tendances soulèvent de sérieuses questions quant à leur capacité à faire face aujourd'hui et dans un avenir proche.

Il est fondamental de comprendre l'interaction entre le développement rural et la migration pour garantir que la migration, lorsqu'elle se produit, n'est pas seulement un acte de désespoir, mais plutôt un choix soigneusement réfléchi, conformément aux principes internationalement reconnus d'une migration sûre, régulière et ordonnée. Cette étude est consacrée à l'analyse du phénomène migratoire dans les zones rurales du sud de la Méditerranée. Contrairement aux récentes approches infranationales axées sur les villes et leurs capacités d'accueil, l'étude clarifie les mécanismes par lesquels les communautés rurales sont prises dans les schémas de mobilité nationaux, régionaux et internationaux. En outre, l'analyse vise à remettre en question la conception des zones rurales en tant qu'espaces d'émigration exclusivement, en démontrant que l'exposition des zones rurales à certains nœuds d'échange mondiaux, telles que le commerce, l'agriculture et l'action climatique, est de nature à avoir des implications sérieuses en terme de migration.

L'étude vise à répondre à la question de recherche suivante : Comment la dynamique du développement rural affecte-t-elle la mobilité en provenance et à destination des zones rurales ? Pour ce faire, elle s'appuie sur un examen pluridisciplinaire des tendances de la migration rurale dans cinq pays de la région : Algérie, Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie. Cette sélection vise à refléter la diversité de la dynamique rurale dans la région du sud de la Méditerranée tout en accordant une place éminente aux pays où l'agriculture et le développement rural sont des priorités nationales.

¹ FAO (2019). Cadre de la FAO pour les migrations, La migration comme choix et opportunité pour le développement rural

² ECDPM (2022). Russia's invasion leaves North Africa with a food crisis – What can Europe do? (L'invasion de la Russie laisse l'Afrique du Nord avec une crise alimentaire – Que peut faire l'Europe ?)

³ CIRAD et CIHEAM (2017). Study on Small-Scale Family Farming in the Near-East and North Africa Region (Étude sur l'agriculture familiale à petite échelle dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord)

En outre, cette étude propose des réflexions pour mieux comprendre les multiples facettes des interactions entre les communautés rurales et la migration. Elle sert de référence utile pour améliorer la sensibilité globale des interventions en matière de migration aux contextes des zones rurales et pour orienter les programmes de migration dédiés au monde rural. Ce faisant, il génère également des perspectives claires pour améliorer la cohérence entre les politiques de migration et autres politiques sectorielles, en particulier en ce qui concerne l'agriculture, le développement rural ainsi que l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce dernier. En ce sens, les recommandations de l'étude visent à améliorer l'alignement de la politique migratoire et sa contribution aux objectifs de développement durable dans les zones rurales.

Cette étude est basée sur des recherches documentaires et des informations clés tirées d'entretiens avec des parties prenantes. La recherche documentaire examine la littérature, en s'appuyant principalement sur des études, des documents directifs et des documents de projets, mais elle s'appuie aussi largement sur des sources statistiques nationales telles que les recensements de la population effectués par les bureaux de statistique (HCP, INS, CAPMAS), les enquêtes sur la migration et les ménages (MED Household International Migration Surveys [HIMS]) et les bases de données internationales (Portail de données de la Banque mondiale, ILOSTAT et FAOSTAT, entre autres). Pour compléter cet examen de la littérature, des entretiens semi-structurés ont été organisés auprès d'experts de chaque pays où l'enquête a été menée. Les experts ont été sélectionnés sur la base de leur expérience professionnelle et de leurs connaissances en matière de développement rural, d'agriculture ou de migration dans le voisinage du sud de l'UE.

L'absence d'une classification fiable au niveau international entre zones urbaines et rurales sur laquelle s'appuyer pour comparer objectivement les lieux ruraux entre les différents pays, constitue l'une des contraintes de cette étude. Comme l'a noté la division des statistiques de l'Organisation internationale du travail (OIT), une zone classée comme rurale dans un pays peut être classée comme urbaine dans un autre. Pour surmonter cette contrainte, cette étude adopte une conception synthétique des zones rurales, dans laquelle les zones rurales sont interprétées comme étant des lieux dotés d'une urbanisation relativement faible et/ou à faible densité de population et caractérisés par un certain degré d'isolement géographique⁴. Selon la même logique, l'agriculture ne doit pas être considérée exclusivement comme une caractéristique des zones rurales. En effet, une partie croissante des terres cultivées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord se situe à proximité ou à l'intérieur même de centres urbains, un phénomène lié aux tendances d'urbanisation. Par conséquent, de nombreuses terres agricoles ne relèvent pas stricto sensu de la portée géographique de cette étude. Sauf indication contraire, les considérations liées à l'agriculture au sein de l'étude se réfèrent aux petites exploitations, qui, outre le fait qu'elles se retrouvent dans le concept des zones rurales présenté ci-dessus, restent la forme d'agriculture la plus répandue dans la région⁵.

Cette étude est organisée en trois grands chapitres :

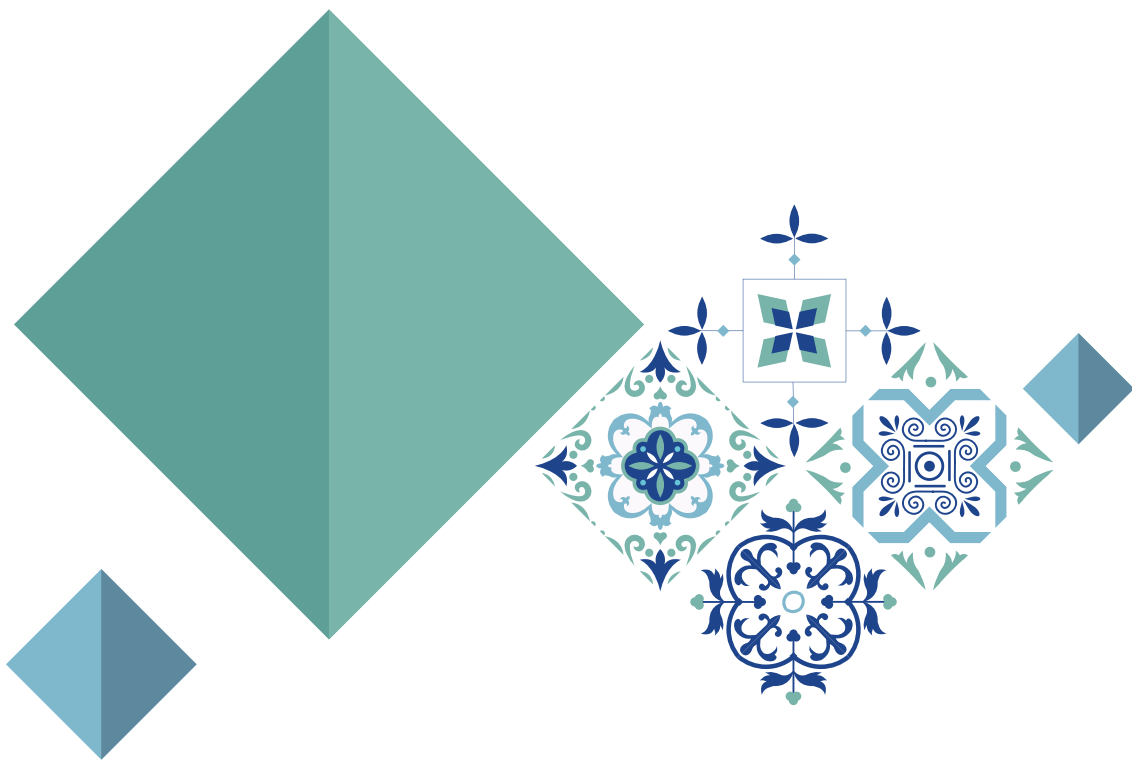
1. Le premier chapitre fournit un aperçu des principales caractéristiques du développement rural dans les cinq pays concernés. À cet égard, il met l'accent sur les manifestations de la transformation rurale dans la région, en particulier les inégalités socio-économiques, le rôle de l'agriculture et l'impact du changement climatique sur les moyens de subsistance ruraux.
2. Le deuxième chapitre est consacré aux schémas d'émigration dans les zones rurales. Ce chapitre explique comment et dans quelle mesure la mobilité des personnes, tant à l'échelle nationale qu'à l'étranger, repose sur la dynamique de la transformation rurale. L'examen des déterminants ruraux de la migration

⁴ OIT (2020) Rural and Urban Labour Markets: Different Challenges for Promoting Decent Work, Spotlight on Work Statistics 11 (Marchés du travail ruraux et urbains : différents défis à la promotion d'un travail décent, statistiques sur le travail 11), rapport de l'OIT.

⁵ Ghanem Hafez (2015), Agriculture and Rural Development for Inclusive Growth and Food Security in Morocco, Global Economy and Development at Brookings, Working Paper 82 (Agriculture et développement rural pour une croissance inclusive et la sécurité alimentaire au Maroc, Économie mondiale et développement à Brookings, document de travail 82).

est un point de discussion particulièrement important à la lumière des conditions structurantes abordées plus haut.

3. Enfin, le troisième chapitre examine les lieux ruraux en tant que zones de transit ou de destination pour les migrants internationaux. Dans ce domaine, l'un des principaux objectifs est de préciser certaines caractéristiques et problématiques associées au secteur agricole en tant que source d'emploi pour les étrangers dans les zones rurales.



1. Caractéristiques du développement rural dans la région

1.1 Disparités entre zones rurales et zones urbaines

Le développement humain progresse régulièrement dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, reflétant une hausse au long cours de la croissance économique et du revenu moyen. En Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie, des améliorations tangibles de l'infrastructure, de meilleurs résultats en matière de santé et d'éducation et un pouvoir d'achat accru ont tous contribué à porter le bien-être économique et social des populations à des niveaux sans précédent. En 2021, tous les pays à l'exception du Maroc avaient atteint des niveaux « élevés » de développement humain, tels que mesurés par l'indice de développement humain (IDH)⁶. Compte tenu des conflits prolongés qui affectent certaines parties de la région et des perturbations récentes causées par la crise de la COVID-19, il ne fait aucun doute que le maintien de cette tendance à la hausse au fil du temps témoigne d'une orientation stratégique bien-fondée.

Il est toutefois important de réfléchir aux limites de ces réalisations importantes. En particulier, la trajectoire de développement de ces pays a souffert d'un manque d'homogénéité spatiale, entraînant, et perpétuant souvent des clivages clairs entre les « pôles » relatifs de richesse et d'activités et certaines zones marginalisées. Dans l'ensemble de la région, on observe une nette tendance à la sous-performance des zones rurales par rapport aux grandes villes et autres régions urbanisées en termes d'indicateurs de développement. Bien qu'elles représentent une part importante de la population totale et que leur contribution soit essentielle à la production nationale, les populations rurales sont moins rémunérées pour leur travail, ont un niveau d'instruction inférieur et sont généralement plus pauvres que leurs homologues urbaines. Les implications considérables de ces inégalités en termes de mobilité humaine seront abordées plus loin dans cette étude.

Dans un contexte de transformation structurelle, comme c'est le cas dans la région, les gains de productivité et les investissements tendent à passer de l'agriculture, qui dominait par le passé, aux secteurs émergents de l'industrie et des services, conduisant dans la pratique à une concentration à grande échelle des emplois et des revenus dans les villes⁷. Les inégalités géographiques résultent également souvent d'un sous-investissement lié à des priorités concurrentes au niveau national. En effet, la représentation des intérêts des zones rurales dans le débat public manque de cohérence. Par exemple, les problèmes qui se posent dans les zones rurales sont moins susceptibles de recevoir l'exposition nécessaire (médiatique, par le biais d'une action collective ou par d'autres moyens) pour encourager et engendrer une action publique efficace. Dans une large mesure, de tels facteurs de fractures entre zones rurales et zones urbaines sont également observés dans les pays de l'Union européenne et au-delà.

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, comme ailleurs, les disparités entre zones rurales et urbaines comportent différentes dimensions, ce qui se traduit par des manifestations distinctes d'inégalités géographiques qui se renforcent mutuellement. Pour les populations concernées, ces privations façonnent souvent les aspirations tout en servant de toile de fond inévitable aux processus décisionnels au niveau individuel ou des ménages. Pour illustrer ce point, la section suivante examinera les conclusions de diverses enquêtes axées sur les différences entre les régions rurales et urbaines menées auprès des ménages des zones concernées.

⁶ Rapport sur le développement humain 2021-2022. Un indice de 0,7 à 0,8 indique un niveau de développement « élevé ». Le Maroc a obtenu un score de 0,683 en 2021.

⁷ IFPRI et FAO (2018), *Agriculture and Economic Transformation in the Middle East and North Africa. A Review of the Past with Lessons for the Future*. (Agriculture et transformation économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : examen du passé et leçons pour l'avenir). Rapport sur la politique alimentaire.

Divergences en matière de pauvreté

Les données d'enquête montrent invariablement que la pauvreté est plus souvent associée aux régions rurales. L'Indice de la pauvreté multidimensionnelle (IPM)⁸, qui mesure la pauvreté à l'aide d'une combinaison de variables, estime que les populations rurales représentent 83 % de la pauvreté « extrême » dans l'ensemble de la région arabe⁹.

En Tunisie, l'une des principales priorités nationales consiste à relever les défis uniques découlant d'un développement socio-économique inégal dans l'ensemble du pays. Comme le montre le tableau 1, les populations vivant en dessous du seuil de pauvreté représentaient 26 % de la population rurale en 2020 contre seulement 6% dans les grandes villes du pays. Dans les gouvernorats de Kairouan, Beja ou Le Kef, les centres ruraux et agricoles traditionnels du pays, les taux de pauvreté dépassent 30 %. Il s'agit du taux le plus élevé parmi tous les gouvernorats, reflétant une corrélation négative à l'échelle nationale entre les taux d'urbanisation et les niveaux de pauvreté. Conformément à ces observations, l'emploi dans l'agriculture est également associé à des niveaux de pauvreté plus élevés que dans d'autres secteurs de l'économie tunisienne, ce qui signifie que les travailleurs agricoles sont plus susceptibles d'être pauvres que ceux employés dans d'autres secteurs¹⁰.

Tableau 1 Taux de pauvreté par zone de résidence en Tunisie

Domaine	Population (en millions)	Taux de pauvreté
Grandes villes ¹¹	3,8	6,3%
Villes moyennes	3,1	15%
Zone rurale	3,5	26%
Total	10,4	15%

Source: INS et BM (2020)

Les variations observées dans les niveaux de pauvreté entre les zones urbaines et rurales s'appliquent de la même manière aux autres contextes étudiés. Au Maroc, la pauvreté multidimensionnelle touche 13,5 % des habitants des zones rurales, mais seulement 1,2 % des citoyens. Sur le plan national, les régions de Draa Tafilalt et Mellal Khenifra, les deux moins urbanisées du Maroc, connaissent les taux de pauvreté les plus élevés, avec respectivement 14 % et 9 %. Au total, les deux tiers des « pauvres » de la population marocaine résident dans des zones rurales, même si ces zones ne représentent qu'un tiers de la population totale¹². Les différences de revenus moyens sont essentielles pour comprendre ces inégalités : les Marocains ruraux gagnent, en moyenne, un tiers de moins que leurs homologues urbains.

8 L'IPM est une ressource internationale lancée par l'Université d'Oxford en partenariat avec le PNUD destinée à être utilisée en complément d'instruments traditionnels de mesure de la pauvreté, tels que le taux de pauvreté. Il surveille les privations de la population à travers trois dimensions (santé, éducation et niveau de vie) et dix indicateurs.

9 CESA0 (2017), Arab Multidimensional Poverty Report (Rapport sur la pauvreté multidimensionnelle arabe)

10 INS et Banque Mondiale (2020), Carte de la pauvreté en Tunisie.

11 Comprend Tunis et ses environs, Sfax, Sousse, Monastir et Manouba.

12 HCP (2022), Les indicateurs sociaux du Maroc, édition 2022.

Bien qu'il s'agisse d'une société extrêmement urbanisée, la Jordanie est également touchée par la pauvreté rurale : environ 19 % de la population rurale est considérée comme pauvre, contre 10 % dans les villes. En outre, comme en Tunisie, les ménages jordaniens actifs dans le secteur agricole gagnent généralement moins que tous les autres ménages¹³.

Il est important de noter que les écarts mis en évidence entre les segments ruraux et urbains de la population n'existent pas isolément. Au-delà des considérations matérielles, les résidents ruraux sont également défavorisés dans leur accès aux services essentiels tels que la santé et l'éducation, ce qui sape le potentiel économique actuel de ces communautés tout en réduisant de ce fait les opportunités futures pour les jeunes.

Divergences en matière d'instruction

L'éducation est un pilier et un moteur essentiel de la prospérité économique et sociale des sociétés. Des progrès considérables en matière de scolarisation, enregistrés du primaire à l'enseignement supérieur, indiquent que l'éducation est une priorité gouvernementale à travers la région. Néanmoins, les zones rurales continuent d'être caractérisées par des niveaux d'éducation limités. En dépit des progrès considérables réalisés récemment dans ce domaine, 35 % des Marocains de plus de 15 ans sont encore considérés comme analphabètes (contre 50 % en 1994). Dans les zones rurales, 50 % des résidents sont analphabètes. En outre, 73 % des ruraux marocains n'ont pas de certificat d'études, contre 36 % des personnes vivant en milieu urbain¹⁴. À la lumière de ces résultats, il est essentiel d'améliorer le ciblage géographique des efforts de scolarisation en se concentrant sur l'enseignement primaire afin de maximiser l'impact de l'éducation et de répondre aux besoins ruraux. À cet égard, des initiatives telles que le projet Dar Taliba, mis en œuvre depuis 2008 par la Fondation Mohammed V pour la solidarité, qui améliore la scolarisation des enfants ruraux, sont particulièrement pertinentes¹⁵.

Les disparités en matière d'éducation sont également une source de préoccupation en Égypte. Selon une enquête de 2019 portant sur la Haute-Égypte, la moitié des femmes rurales n'ont aucun type d'éducation formelle. Dans la même enquête, 30 pour cent des chefs de ménage, principalement des hommes, ont déclaré ne pas avoir d'éducation¹⁶. Plus nuancées, les données de la Jordanie indiquent que les ménages agricoles sont systématiquement liés à un niveau d'éducation inférieur à celui des ménages opérant dans des secteurs non agricoles, même dans les zones rurales elles-mêmes. Une relation identique est observée dans le cas des travailleurs agricoles tunisiens¹⁷.

Divergence en matière d'infrastructures

En outre, les habitants des zones rurales bénéficient d'un accès limité aux services de base destinés aux consommateurs, y compris l'eau et l'assainissement, l'électricité, les infrastructures routières ou encore les transports publics. En Afrique du Nord en particulier, les obstacles à l'intégration socio-économique des zones rurales sont très souvent d'origine naturelle, en raison d'une faible densité de population et/ou d'une topographie difficile. Surmonter cet isolement requiert des investissements publics considérables et des dépenses par habitant plus élevées, ce

13 IFPRI (2018), The role of Agriculture and Agro-Processing for Development in Jordan (le rôle de l'agriculture et du traitement agricole pour le développement en Jordanie), programme régional, document de travail 05.

14 HCP (2022) *ibid*.

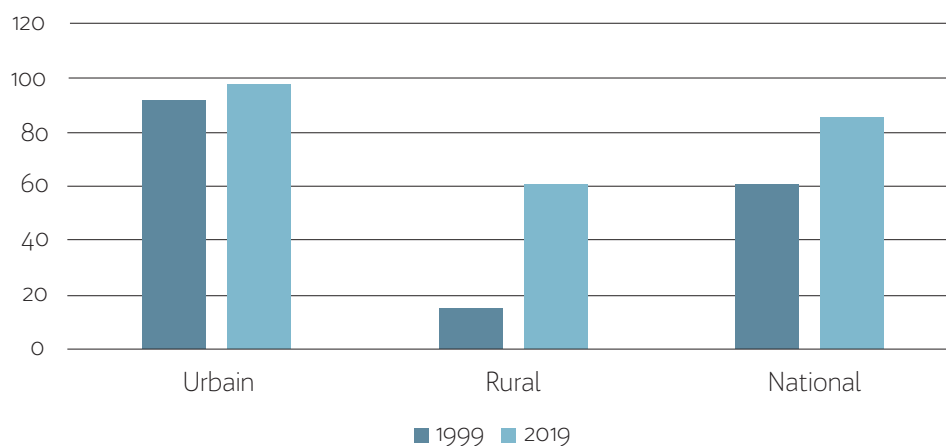
15 <http://www.fms.ma/en/fields/education>. Le projet Dar Taliba vise à fournir aux filles des zones rurales des internats et une supervision par des enseignants afin de surmonter l'isolement géographique et d'augmenter les taux de scolarisation dans les zones rurales du Maroc. Depuis son lancement en 2000, 86 installations ont été construites à proximité d'écoles accueillant au total près de 7 000 élèves.

16 IFPRI (2019), Characteristics of Smallholder Farm Households in Upper Egypt, Implications for nutrition-sensitive agricultural interventions (Caractéristiques des ménages agricoles de petits exploitants agricoles en Haute-Égypte, implications pour les interventions agricoles sensibles à la nutrition), document de travail.

17 IFPRI (2018), The role of Agriculture and Agro-Processing for Development in Tunisia (le rôle de l'agriculture et du traitement agricole pour le développement en Tunisie), programme régional, document de travail 09.

qui complique l'accès aux ressources communes pour les communautés des localités difficiles d'accès. Au Maroc, on observe un écart particulièrement marqué en ce qui concerne l'accès à l'eau courante. La figure 1 indique que seulement 61 % de la population rurale marocaine a accès à l'eau courante, contre près de 100 % dans les zones urbaines¹⁸. Les régions du centre et de l'ouest de la Tunisie sont confrontées à des insuffisances similaires en termes d'accès aux infrastructures publiques¹⁹.

Graphique 1 Accès à l'eau potable au Maroc par milieu géographique (% de la population)



Source: HCP (2022)

Cette analyse partielle semble montrer que les zones rurales sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté. Bien que l'on recense de fortes différences entre différents lieux ruraux, il ne fait aucun doute que le fossé de développement entre les villes et les campagnes est un phénomène structurant dans toute la région. De ce fait, les communautés rurales manquent de perspectives socio-économiques substantielles et sont particulièrement vulnérables aux perturbations et aux crises, ce que la pandémie de COVID-19 a mis en exergue. Cette situation nécessite un soutien sur mesure, en particulier pour les segments les plus jeunes de la population.

Pour parvenir à l'intégration durable des zones marginalisées, la planification du développement rural doit s'attaquer aux ramifications des facteurs de pauvreté rurale qui ont tendance à se chevaucher (et à s'accumuler). Étant donné que la pauvreté s'accompagne généralement de faibles performances sociales, éducatives, de santé et de travail, comme c'est le cas dans les régions occidentales de la Tunisie²⁰, les stratégies globales combinant des interventions complémentaires dans différents domaines politiques sont les mieux adaptées pour relever les défis des communautés rurales.

¹⁸ HCP (2022) *ibid.*

¹⁹ INS et Banque Mondiale (2020), *ibid.* p. 28.

²⁰ INS et Banque Mondiale (2020), *ibid.*

1.2 Perspectives pour l'agriculture

L'invasion de l'Ukraine par la Russie et les tensions exercées en conséquence sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales ont placé les stratégies agricoles des pays méditerranéens sous les projecteurs. L'exposition de ces pays à une flambée des prix des produits de base, en particulier du blé, et la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des engrais produits en Russie engendrent de nouveaux défis affectant la sécurité et la durabilité de l'approvisionnement alimentaire dans la région²¹. Au-delà des mesures de secours à court terme pour les populations touchées, pour remédier à ces vulnérabilités, il faudra réformer les modèles agricoles nationaux afin de mieux répondre aux besoins alimentaires des consommateurs, mais aussi d'encourager les producteurs, y compris les petits exploitants et les populations rurales.

Tableau 2 Indicateurs macroéconomiques en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie

	Population rurale en 2021 (% de la population totale)	Emploi dans l'agriculture en 2019 (% de l'emploi total)	Agriculture, sylviculture et pêche, valeur ajoutée en 2021 (% du PIB)
Algérie	26	10	12
Égypte	57	20	12
Jordanie	9	2	5
Maroc	36	33	13
Tunisie	30	14	9
Monde	44	27	4

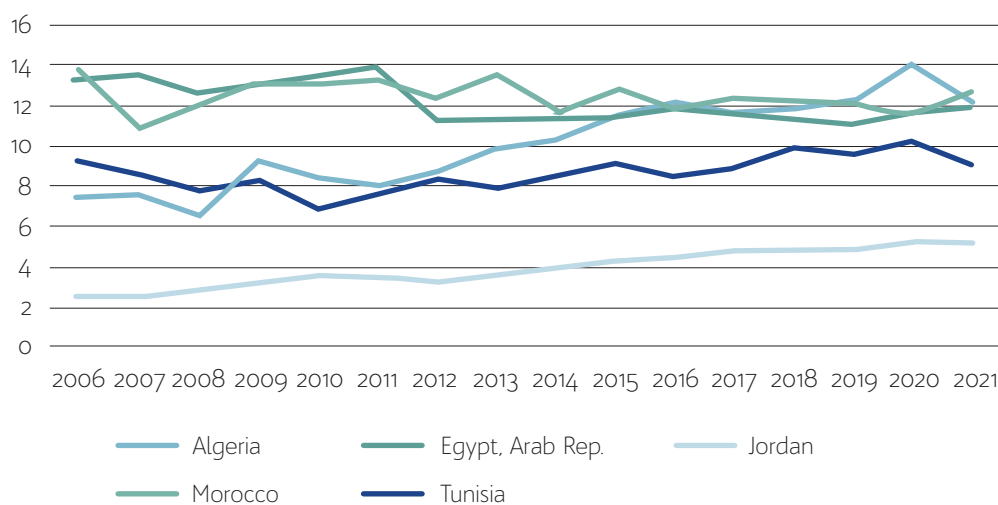
Source: Données ouvertes de la Banque mondiale

La transformation structurelle des économies de la région a conduit l'agriculture à perdre progressivement de l'importance en terme relatif. Le tableau 2 montre qu'en 1965, l'agriculture représentait environ un quart du PIB de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie, reflétant la nature principalement agraire de ces économies. Cette part a depuis diminué pour atteindre environ 12, 13 et 9 %, respectivement. Bien qu'elle continue de contribuer de manière substantielle à la production nationale, l'agriculture n'est plus la principale composante de la croissance économique de la région.

Il est intéressant de noter que cette tendance à la baisse semble être en train de s'inverser. Depuis 2008, la part de l'agriculture dans le PIB a doublé en Algérie et en Jordanie, tandis qu'elle s'améliore légèrement en Égypte, au Maroc et en Tunisie (figure 2). L'expansion du secteur agricole au cours de la période récente peut être attribuée à l'efficacité des politiques étatiques, qui ont repositionné l'agriculture en tant que priorité stratégique et facilité les entrées de capitaux dans le secteur.

²¹ ICMPD (2022), « Could disruptions to Eastern European wheat spur displacement in Africa? » (Les perturbations affectant le blé en l'Europe de l'Est pourraient-elles entraîner un déplacement de population en Afrique ?) Commentaire

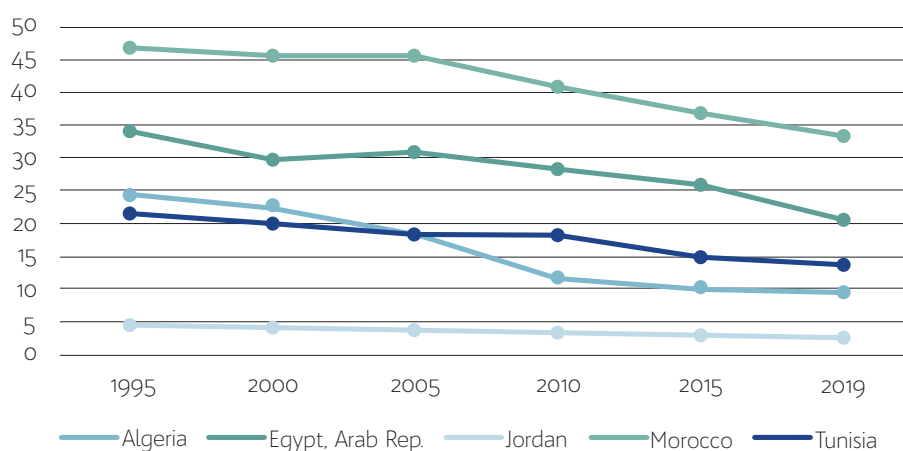
Graphique 2 Part du secteur agricole en pourcentage du PIB depuis 2006



Source: ILOSTAT

Indépendamment de ces évolutions récentes, le déclin relatif de l'agriculture a profondément affecté la structure des marchés nationaux du travail ainsi que l'équilibre démographique entre les zones rurales et urbaines. Comme l'indique la figure 3, la part des emplois agricoles en Algérie, en Égypte et au Maroc a diminué d'environ 15 points de pourcentage depuis 1995, ce qui suggère une redistribution importante de la main-d'œuvre vers des secteurs plus dynamiques de l'économie. Parallèlement, la part de la population rurale est tombée à environ un tiers de la population (sauf en Égypte et en Jordanie où elle est très différente). Cela ne se traduit pas nécessairement par une diminution nette de la population dans ces zones, mais plutôt par une attractivité plus forte des villes en comparaison.

Graphique 3 Part du secteur agricole en pourcentage de l'emploi total en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie



Source: ILOSTAT

La crise de la COVID-19 a été particulièrement préjudiciable au développement du secteur agricole. En raison des confinements et des restrictions à la mobilité, on estime que plus de 270 000 emplois ont disparu au Maroc en 2020 dans le seul secteur agricole, soit 63 % des pertes d'emplois enregistrées dans le pays cette année-là²². En général, les zones rurales ont été fortement touchées par la crise, la plupart des emplois étant liés à l'agriculture et aux activités liées à l'agriculture.

Stratégies nationales pour l'agriculture

Au niveau des politiques, des efforts drastiques ont été déployés pour donner un nouvel élan à l'agriculture. Les pays de la région considèrent généralement que l'agriculture est essentielle pour stimuler la croissance et lutter contre la sous-utilisation de la main-d'œuvre dans les zones les plus pauvres de la région²³.

En Jordanie, la Stratégie nationale de développement agricole (NSAD), mise en œuvre dans le cadre de la Vision Jordanie 2025, vise à augmenter la production agricole de 10 pour cent par an tout en augmentant la part de l'agriculture dans les exportations totales. Lancée en 2016, cette stratégie porte ses fruits : le secteur a connu une croissance annuelle de 12 pour cent en 2018 et la part de l'agriculture dans le PIB a fortement augmenté entre 2006 et 2021, passant de 2,5 à près de 6 pour cent. Cette expansion est principalement attribuable à l'augmentation de la performance des cultures, à la suite des investissements effectués dans le cadre de la NSAD²⁴.

Le lancement du « Plan Vert » du Maroc en 2008 a fait de la planification agricole une priorité nationale de développement. Conçu comme un cadre de modernisation global, il a pour objectif de stimuler la production nationale, d'améliorer la compétitivité internationale du secteur et de combler le fossé rural en créant des possibilités d'emploi durables. En 2018, grâce à une combinaison de financement public et privé, le plan a assuré une augmentation annuelle de la production de 7 %, la création de 1,5 million d'emplois et une augmentation de revenu de 2,5 fois pour 3 millions d'habitants ruraux. Comme en Jordanie, les agriculteurs marocains ont bénéficié de gains de productivité considérables, ce qui leur a permis de commercialiser plus de produits à des prix comparativement plus favorables²⁵.

En Égypte, dans le cadre de la Stratégie de développement agricole durable (SADS) adoptée en 2015, le gouvernement reste résolument concentré sur son marché intérieur et ses objectifs de sécurité alimentaire. Malgré les contraintes exercées sur les terres et l'eau disponibles, le SADS prévoit d'atteindre l'autosuffisance en blé et maïs d'ici 2030. Pour ce faire, la stratégie prévoit de « reconquérir » un demi-million d'hectares de terres arables d'ici 2030, principalement en convertissant les zones désertiques de la région du Nil en zones agricoles fertiles. Consciente de la sensibilité du Nil au changement climatique, la stratégie propose d'éliminer progressivement les cultures qui nécessitent de grandes quantités d'eau tout en améliorant considérablement l'efficacité des systèmes d'irrigation, par exemple en utilisant des eaux usées traitées.

L'exécution de ces programmes agricoles ambitieux a coïncidé avec un changement qualitatif des modes de culture. En Jordanie, au Maroc et en Tunisie, la culture des fruits et légumes a augmenté, au détriment de cultures traditionnelles comme le blé, le maïs et d'autres céréales. Les données agricoles montrent une préférence accrue des agriculteurs pour les cultures de rapport, qui se caractérisent par une plus grande valeur et un potentiel d'exportation plus important. Cela comprend les cultures à haut rendement comme les agrumes et les baies dans le

22 HCP, Enquête nationale sur l'emploi

23 Ghanem Hafez (2015), Agriculture and Rural Development for Inclusive Growth and Food Security in Morocco, Global Economy and Development at Brookings, Working Paper 82 (Agriculture et développement rural pour une croissance inclusive et la sécurité alimentaire au Maroc, Économie mondiale et développement à Brookings, document de travail 82).

24 IFPRI (2018), The role of Agriculture and Agro-Processing for Development in Jordan (le rôle de l'agriculture et du traitement agricole pour le développement en Jordanie), programme régional, document de travail 05.

25 ENPARD Méditerranée (2019), Rapport de synthèse sur l'agriculture au Maroc, CIHEAM & UE.

cas du Maroc, les légumes et les melons en Tunisie ou les olives en Jordanie. La part des légumes dans la production agricole totale de la Tunisie a doublé entre 1961 et 2013. Dans la même veine, au Maroc, la production d'agrumes a pratiquement doublé en volume en 10 ans, passant de 1 200 000 à 2 200 000 tonnes produites entre 2008 et 2018.

En raison de sa proximité géographique, l'UE attire la plus grande part des exportations de ces pays. En effet, 90 pour cent du commerce marocain des légumes se fait avec l'UE. Le pays est un fournisseur net de nourriture pour le bloc, ainsi que le premier exportateur africain de légumes et d'agrumes. Depuis le lancement du Plan Vert, les exportations ont augmenté de 65 % en valeur, ce qui indique une nette amélioration de la position commerciale du Maroc. De la même manière, 50 % des principales cultures tunisiennes, telles que les dattes ou les olives, sont destinées aux marchés internationaux²⁶.

En revanche, l'agriculture égyptienne s'articule principalement autour de la culture des céréales à des fins domestiques, en particulier parmi les petits exploitants. Le blé reste la culture la plus répandue, couvrant environ 50 pour cent des surfaces cultivées du pays²⁷. Tout comme le maïs et le riz, le blé bénéficie d'un environnement réglementaire favorable, grâce à un système de soutien des prix et de subventions aux intrants pour les agriculteurs, conçu pour encourager la production locale et maintenir la nourriture à un prix abordable pour la population²⁸.

Le développement de l'agriculture peut donc être principalement attribué à l'intégration commerciale accrue des pays et au développement de cultures de grande valeur destinées principalement aux marchés européens. On notera en outre que cette orientation alimente l'émergence d'un système agricole dualiste, car elle favorise de manière disproportionnée les grandes exploitations compétitives qui bénéficient d'un accès aux réseaux de vente au détail internationaux, de capacités de production flexibles, de facilités de crédit ainsi que d'équipements modernes. En revanche, l'agriculture familiale, qui reste prédominante dans la région, ne dispose pas des conditions foncières ni des capacités d'irrigation nécessaires pour cultiver efficacement les cultures très demandées sur les marchés internationaux.

La situation géopolitique actuelle a également contribué à souligner les conséquences de cette orientation sur la sécurité alimentaire d'un système dominé par les exportations. En négligeant la production céréalière, les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont devenus extrêmement dépendants des importations, ce qui les expose dangereusement aux fluctuations des prix sur les marchés mondiaux. Par exemple, la production tunisienne ne couvre que 20 % de ses besoins tandis que l'Égypte compte parmi les principaux importateurs mondiaux de blé en volume total²⁹.

1.3 Les conséquences du changement climatique et des pénuries d'eau

Dans la région méditerranéenne, l'agriculture est particulièrement touchée par les effets du changement climatique. Cela est dû à une combinaison de facteurs : Premièrement, la région méditerranéenne, et en particulier sa partie méridionale, est déjà considérée comme l'une des régions les plus vulnérables aux pénuries d'eau. En effet, tous les pays de cette étude se caractérisent par des niveaux de disponibilité en eau par habitant extrêmement faibles³⁰.


26 IFPRI (2018), The role of Agriculture and Agro-Processing for Development in Tunisia (le rôle de l'agriculture et du traitement agricole pour le développement en Tunisie), programme régional, document de travail 09.

27 IFPRI (2018), An Agricultural Policy Review of Egypt, First Steps Towards a New Strategy (Examen de la politique agricole de l'Égypte, premiers pas vers une nouvelle stratégie).

28 Politiques et investissements à forte résilience climatique pour le secteur agricole de l'Égypte

29 Observatory for Economic Complexity (Observatoire de la complexité économique)

30 IFPRI (2018), The role of Agriculture and Agro-Processing for Development in Tunisia (le rôle de l'agriculture et du traitement agricole pour le développement en Tunisie), programme régional, document de travail 09.



Deuxièmement, la hausse des températures provoque des baisses des précipitations moyennes tout en accélérant le rythme, ainsi que l'intensité des vagues de chaleur. Enfin, l'élévation du niveau de la mer est associée à un risque accru de salinisation des zones côtières de faible élévation, comme dans le delta du Nil en Égypte. L'effet conjugué de ces phénomènes climatiques à évolution lente sur les activités agricoles, ainsi que sur le bien-être des populations qui en dépendent, a fait l'objet de recherches et d'une action politique accrues.

Les perspectives de développement agricole dans la région sont, peut-être plus qu'ailleurs, intrinsèquement liées aux questions de gestion de l'eau. Selon des estimations récentes, l'agriculture représente 83 % de la consommation d'eau douce en Égypte, 85 % au Maroc et 75 % en Tunisie, reflétant l'ampleur de l'exposition de ces pays, et leur vulnérabilité, à la pénurie d'eau résultant du changement climatique.

Il est important de souligner que ces facteurs climatiques entrent en jeu différemment selon le type d'agriculture pratiquée. En Algérie, au Maroc et en Tunisie, l'agriculture est principalement alimentée par l'eau de pluie. Contrairement à l'Égypte et, dans une moindre mesure, à la Jordanie, l'irrigation ne représente qu'une source marginale et coûteuse d'approvisionnement en eau pour les agriculteurs de ces pays. Dans ce contexte, l'insuffisance des précipitations est directement responsable de la baisse de la qualité et de la quantité des cultures à récolter. À long terme, la baisse des précipitations est également corrélée à une aridité croissante du sol, ce qui entraîne des dommages progressifs, mais irréversibles à la productivité des terres. Dans les deux cas, ces conditions environnementales dégradées devraient avoir une incidence critique sur le revenu des agriculteurs.

Le stress hydrique a déjà des conséquences concrètes sur les moyens de subsistance des populations rurales dans les régions exposées du Maghreb. En raison de conditions de plus en plus arides, en particulier dans les régions frontalières du Sahel, les communautés rurales s'éloignent des activités agricoles et de l'élevage, et des communautés entières se retrouvent ainsi privées de sources vitales d'emplois et de revenus. Dans le gouvernorat tunisien de Kairouan, la réduction des apports d'eau provenant du barrage de Nebhana a gravement affecté la fertilité des terres environnantes, forçant les agriculteurs à se déplacer en aval³¹. La rareté de l'eau devrait avoir des conséquences à l'échelle nationale dans les pays les plus exposés : En Tunisie, la moitié de la production oléicole nationale est menacée par la baisse des apports en eau dans les principales zones de culture. Compte tenu de la taille du secteur, les effets sur le marché du travail se répercuteront sans doute sur les autres régions et l'ensemble de la chaîne de transformation agricole³².

Du fait de l'existence d'une infrastructure d'irrigation à grande échelle en Égypte et en Jordanie, la pénurie d'eau se manifeste différemment. En Égypte, étant donné que toutes les terres cultivées sont concentrées autour du Nil et dépendent du fleuve pour l'irrigation, ces terres peuvent être considérées comme plus résistantes à la lumière de l'évolution des événements météorologiques³³. Néanmoins, les projections du Groupe d'experts international sur l'évolution du climat (GIEC) indiquent que l'écoulement sortant du bassin du Nil devrait ralentir au fil du temps, tandis que les inondations, dues à l'évolution des schémas de précipitations, menaceront les communautés vivant directement le long du fleuve³⁴. En outre, l'agriculture dans la région du delta du Nil, considérée comme la plus fertile d'Égypte, est extrêmement vulnérable aux pressions exercées par la salinisation de l'eau, un processus causé par l'élévation du niveau de la mer et par une infiltration dans les rares ressources en eaux souterraines disponibles à des fins de pompage.

La Jordanie compte parmi les pays les plus déficitaires en eau. Pour améliorer l'accès du pays à l'eau et atteindre ses objectifs dans le domaine de l'agriculture, le pays renforce progressivement ses capacités d'irrigation tout en

31 CMI (2022), *Water Security Nexus in North Africa*. (Le nœud serré de la sécurité hydrique en Afrique du Nord)

32 IFPRI (2018), *Agriculture and Economic Transformation in North Africa and the Middle East* (Agriculture et transformation économique en Afrique du Nord et au Moyen-Orient).

33 La vallée du Nil et le delta du Nil abritent 95 % de la population égyptienne.

34 GIEC (2014)

promouvant activement les techniques d'économie d'eau et de réutilisation de l'eau. Toutefois, compte tenu des ressources très limitées en eau de surface et en eaux souterraines de la Jordanie, l'intensité hydrique des principales cultures d'exportation du pays, principalement les légumes et les olives, aggrave l'impact négatif global sur la sécurité hydrique du pays³⁵.

Les données sur l'évolution des conditions météorologiques et des performances agricoles permettent de mieux identifier les défis liés aux changements climatiques dans la région. La plupart des modèles prévoient un ralentissement des précipitations d'environ un tiers, sur une base annuelle, d'ici le milieu du siècle, en vertu d'un scénario d'action climatique « normal ». Selon le GIEC, une réduction des précipitations en Afrique du Nord d'ici la fin du siècle est « très probable », quelles que soient les mesures prises d'ici là. De toute évidence, ce type de trajectoire aurait des conséquences majeures sur la viabilité de l'agriculture dans la région. La détérioration des conditions environnementales liées à l'agriculture devrait se répercuter sur les structures économiques des pays touchés. Cela limitera à son tour la production et la croissance économique, comme l'illustre le tableau 3.

Tableau 3 Projections climatiques et incidence économique

	Fluctuation des précipitations	Fluctuation de la productivité (rendement agricole)	Macro-indicateurs
Égypte	-35 % d'ici 2040	-10 % d'ici 2050	-5 % de production alimentaire d'ici 2050
Maroc	-30 % d'ici 2050	Absence de données	-6 % pour la croissance économique d'ici 2050
Tunisie	-17 % d'ici 2050	Jusqu'à -10 % d'ici 2030 ³⁶	-30 % de cultures céréalières d'ici 2030

Source: Composé de différentes sources de données, y compris la Banque mondiale, l'IFPRI ainsi que des statistiques nationales. Il convient de noter que ces projections au niveau national sont fondées sur des calculs nets et ne reflètent pas nécessairement les variations importantes observées au niveau infranational.

Les principaux importateurs de blé, tels que l'Égypte, courent en outre le risque d'un impact climatique « en cascade » à mesure que les prix mondiaux des produits de base augmentent en raison des contraintes de productivité liées au climat. Ces effets en cascade peuvent gravement compromettre la sécurité alimentaire de ceux qui dépendent le plus de ces importations, en particulier les agriculteurs et les communautés rurales.

En outre, il est essentiel de noter qu'indépendamment des facteurs climatiques, les besoins en eau à des fins de consommation humaine directe ont augmenté dans la région en raison de l'urbanisation et d'un niveau de vie plus élevé. La hausse de la demande à titre privé est considérée comme un facteur aggravant des pénuries globales d'eau, parfois plus que le changement climatique en lui-même³⁷. Bien que l'agriculture demeure le principal consommateur d'eau douce, et qu'elle assume ainsi la plus grande part de responsabilité, les ripostes politiques doivent également mieux surveiller et réglementer l'utilisation domestique et industrielle de l'eau afin de répondre pleinement aux besoins des pays en matière de sécurité de l'eau.

³⁵ FPRI (2018), *The Role of Agriculture in Jordan* (Le rôle de l'agriculture en Jordanie).

³⁶ Green Climate Fund (Fonds vert pour le climat) (2021)

³⁷ GIEC

2. L'émigration dans le contexte de la transformation structurelle

L'exode rural est largement couvert dans la littérature sur les migrations. Néanmoins, le rythme accéléré de la dégradation de l'environnement et les compromis économiques résultant de la transformation structurelle remodelent la dynamique de la mobilité, ce qui incite les décideurs à envisager de nouvelles approches en matière de développement rural et de migration. Pour tirer parti des avantages de la migration tout en réduisant au minimum les fragilités découlant de ces tendances, il convient de redoubler d'efforts pour dénouer les liens complexes entre la transformation structurelle, le lien climat-eau et la migration dans la région.

L'objectif du chapitre suivant est donc de passer en revue les principales caractéristiques de l'exode rural, à la lumière de la dynamique de transformation examinée au chapitre 1, en particulier en ce qui concerne les facteurs de migration, la mobilité entre les zones rurales et les zones urbaines et la dimension internationale des émigrants ruraux.

2.1 Examen des déterminants de la migration

Les déterminants de la migration dans les zones rurales sont généralement divisés en déterminants de niveaux micro, ménager, et macro. Compte tenu de l'orientation géographique de cette étude, les facteurs suivants sont considérés comme les plus pertinents dans la prise de décision en matière de migration dans les zones rurales :

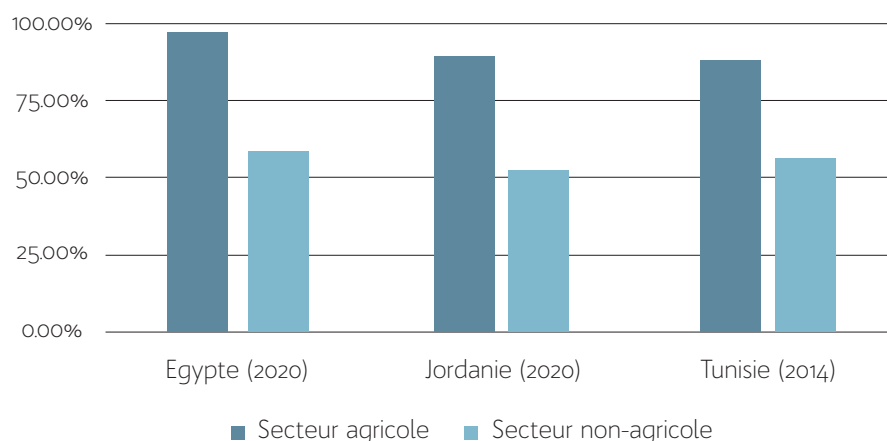
- les caractéristiques du marché du travail rural ;
- les normes culturelles et sociétales ;
- les aspirations et l'éducation des jeunes ;

Cette classification exclut les facteurs qui ne sont généralement liés à aucun des pays couverts, mais qui peuvent être observés plus intensément ailleurs, tels que les conflits ou les persécutions. La distinction entre les différents facteurs ne doit pas occulter le fait qu'ils sont étroitement liés et que, du point de vue d'un migrant, les décisions de migration impliquent généralement des considérations qui se chevauchent (et se renforcent mutuellement). Par exemple, une jeune migrante pourrait envisager de migrer pour trouver de meilleures possibilités d'enseignement supérieur, mais aussi dans l'intention de gagner en autonomie compte tenu des barrières sociales des zones rurales.

Informalité et concentration des marchés du travail ruraux

Les aspirations des migrants ruraux sont principalement fonction de considérations socio-économiques. D'un point de vue macro-économique, les dysfonctionnements des marchés du travail de la région s'appliquent aux zones rurales, notamment en ce qui concerne le sous-emploi, le décalage entre éducation et emploi et l'informalité. Dans cette section, nous examinerons les marchés du travail ruraux à travers deux facteurs clés de vulnérabilité du travail : l'informalité et le manque de diversification économique.

Graphique 4 Estimations relatives à l'emploi informel par secteur en Égypte, en Jordanie et en Tunisie



Source: ILOSTAT

L'informalité est un phénomène endémique dans les zones rurales. Le Fonds monétaire international estime que 80 % du travail rural en Afrique du Nord est informel, comparativement à 60 % dans les zones urbaines³⁸. Dans l'agriculture en particulier, l'emploi informel est particulièrement répandu : comme le montre la figure 4, environ 90 % des travailleurs de Jordanie et de Tunisie sont considérés comme des travailleurs informels. Ce chiffre atteint près de 100 % en Égypte. Cette proportion est beaucoup plus élevée que dans d'autres secteurs, où l'économie souterraine couvre environ 50 % de la population active³⁹ Parmi les travailleurs informels, les femmes et les jeunes sont représentés de manière disproportionnée.

Le travail domestique « contributif » regroupe un grand nombre de travailleurs informels, en particulier dans les exploitations agricoles familiales. Dans les zones rurales, les femmes et les jeunes membres de la famille sont habituellement appelés à participer aux tâches quotidiennes de l'exploitation, qu'il s'agisse de la récolte ou de l'élevage des animaux, entre autres exemples. La nature matérielle et domestique de ce travail implique une exposition à divers risques pour la santé et à des dangers physiques. Comme il repose sur la solidarité domestique ou communautaire, le travail contributif est généralement non rémunéré et ne représente pas une source de reconnaissance sociale pour ceux qui l'accomplissent⁴⁰.

Dans l'agriculture, l'informalité est souvent associée à de longues heures de travail, à des conditions de travail précaires, à de bas salaires, à l'exposition à des substances chimiques, à des contraintes physiques et à un manque de protection sociale⁴¹. Compte tenu de l'ampleur et de l'omniprésence de l'informalité rurale, les travailleurs sont souvent confrontés à des risques considérables rien que pour gagner un revenu. Pour briser le cycle d'une informalité omniprésente dans les campagnes, il faut prendre des mesures proactives et ciblées en faveur des petits exploitants, en simplifiant le régime fiscal des exploitations agricoles et en exonérant les petites exploitations en dessous d'un certain seuil de revenu pour leur permettre d'entrer dans le secteur formel.

Parallèlement, les zones rurales souffrent d'un manque criant de diversification économique. Bien que la part

38 FMI (2022), *Informality, Development and the Business Cycle in North Africa*. (L'informalité, le développement et le cycle économique en Afrique du Nord) Document départemental. Washington DC.

39 ILOSTAT. Voir l'indicateur ODD 8.3.1.

40 CIRAD et CIHEAM (2017), *Study on Small-Scale Family Farming in the Near-East and North Africa Region* (Étude sur l'agriculture familiale à petite échelle dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord)

41 Bossenbroek L, Ftouhi H. (2021), *The plight of female agricultural wagedworkers in Morocco during the COVID-19 pandemic*. (La situation tragique des travailleuses agricoles salariées au Maroc pendant la pandémie de COVID-19) Cah. Agric. 30 : 40

des emplois agricoles diminue en tant que part du marché du travail, l'agriculture reste de loin le principal pilier des économies rurales. Dans certains milieux, tels que le centre et l'ouest de la Tunisie, l'agriculture représente plus de la moitié de l'emploi total⁴². Les données examinées plus haut montrent que les moyens de subsistance ruraux subissent des pressions en raison de la dualisation croissante du secteur et des conditions climatiques. Les possibilités d'emploi restantes sont marginales et relèvent principalement des petits services et commerces ou de l'administration publique locale. Cette situation restreint considérablement l'éventail des possibilités offertes aux habitants des zones rurales, quels que soient leurs niveaux de qualification et d'éducation.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que de nombreux ménages agricoles décident d'opter pour des stratégies de diversification des revenus qui peuvent inclure un ou plusieurs membres du ménage choisissant de travailler dans des exploitations agricoles voisines plus grandes ou faisant la navette vers des villes voisines afin de développer de petites activités commerciales ou prendre part à des travaux publics ou de construction, aussi bien à temps partiel qu'à temps plein⁴³. Des données d'enquête montrent que, pour les ménages ruraux, la part du revenu total provenant de l'agriculture diminue tandis que le nombre de sources de revenu par ménage augmente, ce qui suggère qu'un nombre croissant d'agriculteurs ne dépend pas entièrement de l'agriculture⁴⁴. Pour les ménages ruraux qui peuvent se le permettre, et à la lumière de perspectives agricoles en déclin, la migration d'un membre de la famille (vers les villes ou à l'étranger) est l'étape ultime vers l'optimisation de la diversification des revenus.

Pour lutter contre la pauvreté rurale, les effets du changement climatique et l'émigration, les stratégies de développement rural doivent créer un environnement propice à une sortie sûre du secteur agricole et à la prospérité de petites et moyennes entreprises non agricoles. Il s'agit notamment d'accompagner les entrepreneurs locaux dans la mise en place de leurs opérations, notamment par la fourniture d'un soutien financier et technique, et d'accroître le réseau d'infrastructures de zones ciblées afin d'accélérer l'intégration au sein des marchés de consommation.

Compte tenu de son important potentiel d'exportation, l'agro-transformation est très souvent considérée comme un domaine de potentiel inexploité pour les zones rurales. Le secteur est encore modeste dans la plupart des pays (2 % du PIB en Tunisie), mais il est souvent considéré comme une porte d'entrée vers des marchés de plus grande valeur (huile d'olive par exemple), associé à des revenus constamment plus élevés pour les travailleurs, et ce tout au long de la chaîne. Les acteurs locaux soulignent également les perspectives solides de développement de l'écotourisme et de l'artisanat dans les zones rurales de la région, fondées sur un intérêt élevé pour le patrimoine (naturel ou culturel) unique de la région.

Normes socioculturelles

Au niveau individuel (micro), la propension à migrer est aussi souvent associée à un fort désir d'émancipation. Des recherches sur les migrants actuels et potentiels mettent en évidence le rôle de normes sociales et culturelles quelque peu rigides ainsi que des valeurs dans la formation des aspirations migratoires, en particulier chez les jeunes⁴⁵.

L'omniprésence du travail familial (et son caractère coercitif dans certains cas), le manque de participation et de représentation civiques, et la prévalence des hiérarchies patriarcales sont autant de conditions structurelles qui, dans de nombreux cas, peuvent exercer une pression négative sur la perception de l'autonomie de chacun^{46,47}.

42 IFPRI (2018), *The role of Agriculture and Agro-Processing for Development in Tunisia (le rôle de l'agriculture et du traitement agricole pour le développement en Tunisie)*, programme régional, document de travail 09.

43 CIRAD et CIHEAM (2017), *ibid.*

44 HCP (2021), *Note, Sources de revenu des ménages, Structure et inégalité*

45 CIHEAM (2018), *ibid.*

46 FIDA, *Migration and Transformation Pathways. (Parcours migratoires et transformatifs)*

47 CIHEAM (2018), *Migrations et développement rural inclusif en Méditerranée, Chapitre 7, Migration des jeunes ruraux méditerranéens. Ibid.*



Les rapports sur le développement rural soulignent que les femmes sont particulièrement vulnérables à la lumière de relations sociales et de genre oppressives. La persistance de rôles sexospécifiques stricts dans l'ensemble de la région restreint considérablement l'accès des femmes à l'enseignement primaire et secondaire et complique considérablement leur accès aux emplois agricoles formels. Par conséquent, les femmes qui travaillent dans les champs se voient souvent confier des tâches difficiles et dangereuses, ce qui a des effets néfastes sur leur santé et leurs conditions de vie⁴⁸. Elles rencontrent également des difficultés lorsqu'elles tentent de lancer leurs propres activités agricoles, car elles ne possèdent pas suffisamment d'actifs économiques, d'épargne et de capital social. Au Maroc, certains rapports font état d'un écart de revenu de 50 pour cent entre les femmes et les hommes dans l'agriculture⁴⁹. En outre, du fait de la complexité de la réglementation foncière, très peu de femmes sont propriétaires de leurs terres, même lorsqu'elles sont veuves⁵⁰.

Les femmes qui souhaitent travailler en dehors du foyer doivent souvent se frayer un chemin à travers des réseaux informels, car la stigmatisation inhérente au travail des femmes signifie que les employeurs sont réticents à les embaucher. Les femmes des régions rurales marocaines sont décrites comme étant obligées de travailler dans les champs pour de plus grandes exploitations, où les conditions de travail peuvent être difficiles et dangereuses en raison du peu de considération accordée à la sécurité des travailleurs. Dans d'autres cas, le travail des femmes se limite à un ensemble spécifique d'emplois (écoles, production laitière, etc.).

Malgré leur situation souvent précaire, la part des femmes dans l'emploi agricole total est en fait en augmentation⁵¹. En effet, la tendance à la diversification des revenus évoquée précédemment s'est concrétisée par le déplacement des hommes des villages vers des zones plus prospères où les industries sont implantées, de manière temporaire ou permanente, en fonction du type de projet de migration poursuivi. En réponse, il est attendu des femmes qu'elles assument de plus grandes responsabilités domestiques, et notamment qu'elles travaillent dans les champs en l'absence de leur mari. Dans les zones rurales, cette évolution des relations professionnelles pourrait être un catalyseur puissant vers l'atténuation des obstacles liés au genre.

Aspirations des jeunes et éducation

Les enquêtes auprès des jeunes, en particulier en Afrique du Nord, révèlent un profond sentiment de marginalisation économique, politique et sociale, principalement dû au chômage élevé des jeunes et à l'absence de perspectives de vie. La difficulté de se projeter dans l'âge adulte s'est révélée être une source de profonde frustration sociale ainsi qu'un élément précurseur aux aspirations migratoires⁵². En général, les aspirations à la migration sont (beaucoup) plus élevées parmi les segments les plus jeunes de la population, comme le montre le graphique ci-dessous.

48 Bouzidi, Z., Saker E., et Wided M. (2011), Le travail des femmes dans le secteur agricole : Entre précarité et empowerment—Cas de trois régions en Égypte, au Maroc et en Tunisie, Gender and Work in the MENA Region Working Paper n° 22. Le Caire : Conseil de la population.

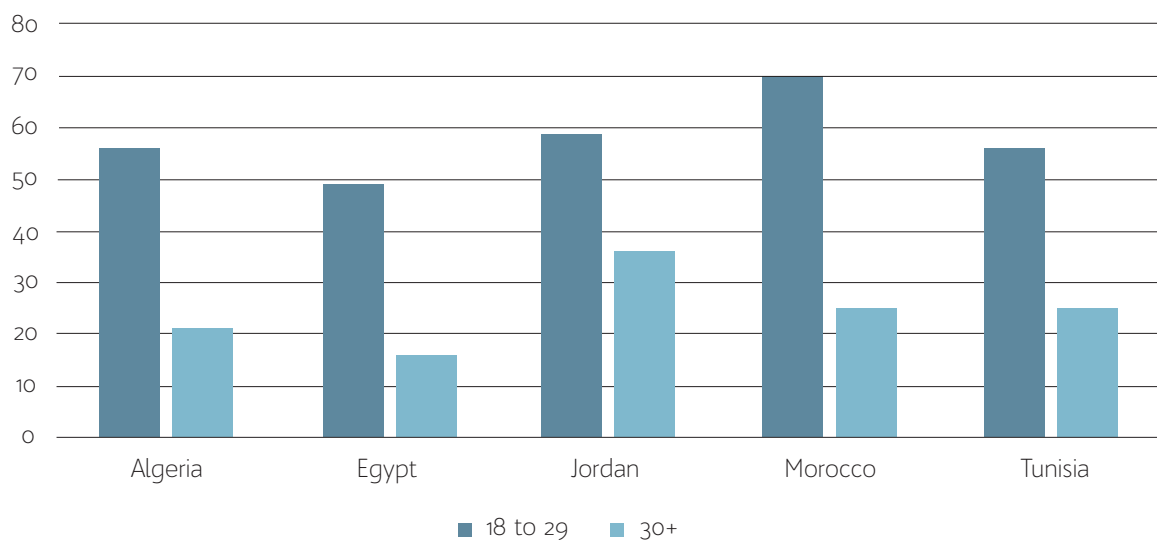
49 Bossenbroek Lisa, Les ouvrières agricoles dans le Saïss au Maroc, actrices de changements sociaux ? Alternatives rurales (7), décembre 2019.

50 FAO (2019), Rural Migration in the Near East and North Africa, Regional Trends, Cairo. (Migrations rurales au Proche-Orient et en Afrique du Nord, Tendances régionales, Le Caire)

51 FAO (2019), *ibid.*

52 ICMPD (2022) Youth and Migration in the Maghreb: A Review of Youth Aspirations in Algeria, Libya, Morocco and Tunisia (Jeunesse et migration au Maghreb : une évaluation des aspirations des jeunes en Algérie, en Libye, au Maroc et en Tunisie), EUROMED Migration V.

Graphique 5 Désir d'émigrer par groupe d'âge et par pays en 2019



Source: Baromètre arabe, Vague V

Dans les zones rurales, le désir d'émigrer est lié à la fois à des facteurs matériels et abstraits. Les perspectives d'emploi, les possibilités de formation et les programmes d'enseignement supérieur sont relativement rares. En conséquence, les jeunes ont peu d'autres options que de soutenir les exploitations familiales en contribuant à la main-d'œuvre ou, alternativement, de s'engager dans de petits travaux agricoles pour contribuer à rehausser les revenus du ménage. En 2020, 32 % des jeunes Marocains vivant dans les zones rurales ont déclaré n'exercer aucune activité (éducation, emploi ou formation)⁵³.

Dans les zones rurales, la qualité du système éducatif est une source persistante de mécontentement. Outre le manque d'équipements et de matériel didactique, les écoles rurales sont confrontées à un manque de personnel enseignant qualifié et formé. En raison du manque de normes éducatives dans les zones rurales par rapport aux villes, les élèves et les étudiants sont plus susceptibles de voir leur apprentissage et leur développement entravés, de passer à côté d'objectifs d'apprentissage importants ou d'abandonner complètement le système scolaire.

Pour les jeunes plus âgés, l'enseignement supérieur est l'une des principales raisons de l'émigration. Ce facteur regroupe une grande partie des migrants ruraux-urbains. Du fait de la distance par rapport aux centres urbains, les nouveaux étudiants doivent souvent quitter l'arrière-pays pour aller à l'université. Même s'ils la conçoivent comme une situation temporaire, l'émigration pour des raisons éducatives devient généralement permanente, car, à la fin de leurs études, les migrants ruraux ont tendance à s'installer en ville pour rechercher des possibilités d'emploi adaptées à leurs aspirations.

Dans tous les pays visés par cette étude, les centres urbains ont tendance à exercer une forte pression sur les jeunes ruraux. Les villes sont associées à des valeurs positives telles que la modernité, l'indépendance et le confort. À l'inverse, les jeunes regrettent le manque de loisirs, les conditions de travail difficiles et les coutumes familiales ou communautaires souvent intrusives observées dans les zones rurales. Cette perception est amplifiée par l'exposition accrue des jeunes aux médias sociaux, qui tend à valoriser des modes de vie urbains et consuméristes. Les rapports indiquent également que la diaspora joue un rôle important dans la circulation de récits de richesse et de succès résultant de l'émigration.

⁵³ HCP (2022), Les indicateurs sociaux du Maroc, édition 2022.

L'exode rural des jeunes est déjà en train de remodeler les pyramides démographiques des campagnes. Au Maroc, la proportion de jeunes (âgés de 0 à 24 ans) devrait diminuer, passant d'environ la moitié de la population en 2014 à 33 pour cent en 2040⁵⁴. Sur le plan économique, cette tendance est susceptible d'affecter structurellement les capacités productives des zones rurales à mesure que la population en âge de travailler continue de diminuer. À moyen et à long terme, des pénuries de compétences et de main-d'œuvre sont donc attendues, en particulier dans les grandes exploitations et malgré la mécanisation accrue du secteur. Cela aura des implications négatives en termes de production alimentaire et de sécurité. Sur le plan social, cette tendance risque de renforcer la marginalisation des zones rurales et d'exacerber les écarts de niveau de vie entre les zones rurales et les zones urbaines.

Pour offrir aux jeunes une perspective différente, le travail agricole doit être valorisé sous tous ses aspects. Cela inclut l'augmentation des salaires agricoles : l'augmentation récente du salaire minimum garanti des travailleurs agricoles (SMAG) au Maroc est une avancée très positive dans ce sens. Toutefois, les parties prenantes locales soulignent également la nécessité de cibler les compétences et les intérêts des jeunes, qui divergent de ceux de leurs parents. Les résultats positifs d'initiatives locales en faveur de l'entrepreneuriat, qui offrent aux jeunes ruraux un ensemble d'incitations à la création de petites entreprises dans le secteur des services ou de l'agro-transformation, peuvent inspirer la politique nationale à cet égard. Plus important encore, dans un contexte de stress climatique élevé, il est indéniable que les perspectives des jeunes et les facteurs environnementaux sont étroitement liés. Pour cette raison, les stratégies d'adaptation au climat, y compris les approches systématiques de conservation de l'eau et agroécologiques, sont essentielles pour préserver les moyens de subsistance dans l'agriculture et donner aux jeunes une raison de rester.

2.2 Tendances en matière de migration interne

Il existe peu de données macro-économiques sur les flux d'émigrants ruraux. En raison du manque de données quantitatives ventilées par zone (infranationale) de départ, il est particulièrement difficile de séparer l'émigration rurale des flux totaux à l'échelle nationale. Entre temps, les mouvements internes, tels que ceux qui se produisent entre les zones rurales et urbaines, ne sont enregistrés que très occasionnellement et, le cas échéant, sur la base d'entités administratives rigides. Étant donné que les migrants abandonnant la campagne au profit des villes ne franchissent aucune frontière et restent au sein d'une même entité territoriale, très peu d'attention et de capacité administrative sont dédiées au suivi de leurs mouvements, même si les migrants internes sont quatre fois plus nombreux que les migrants internationaux à l'échelle mondiale⁵⁵.

Cette situation a diverses implications : i) du point de vue du pays d'origine, il existe peu de connaissances sur la proportion de ruraux parmi les émigrants totaux, ii) du point de vue du pays d'accueil, il existe peu de connaissances sur la proportion de ruraux parmi les immigrants, iii) dans tous les pays, la migration interne est un aspect peu étudié de la mobilité des personnes.

Néanmoins, les indicateurs portent à croire que les taux de migration interne sont sans doute élevés dans l'ensemble de la région⁵⁶. En outre, grâce à des enquêtes démographiques et à des comptes rendus qualitatifs, on peut établir avec une certitude raisonnable que la migration rurale vers les villes dépasse en importance tous les autres types de mouvements internes (urbains à urbains, ruraux à ruraux ou urbains à ruraux).

54 ENPARD Méditerranée (2019). Rapport de synthèse sur l'agriculture au Maroc. CIHEAM & UE.

55 CIHEAM (2018). Migrations et Développement Rural Inclusif en Méditerranée. Chapitre 8, Sous-développement rural et migrations internes.

56 CIHEAM (2018). Migrations et Développement Rural Inclusif en Méditerranée. Chapitre 7, Migration des jeunes ruraux méditerranéens.

Parmi tous les pays étudiés, l'Égypte a la population rurale la plus importante, tant en termes absolus que relatifs. Il est important de noter que sa population rurale est très jeune et qu'elle ne cesse d'augmenter. Dans ce contexte, la migration rurale vers les villes représente un mécanisme d'adaptation crucial pour les jeunes en situation de sous-emploi. Par conséquent, l'exode rural est généralement considéré comme une « valve » démographique, aidant à atténuer les pressions sociales résultant de l'expansion urbaine et de la fragmentation des terres, diminuant les perspectives agricoles et la sous-utilisation globale de la main-d'œuvre. Une enquête CAPMAS de 2017 estime que le pays compte 8 millions de migrants internes. Conformément aux observations faites précédemment, la plupart des migrants internes égyptiens sont de jeunes hommes qui, lorsqu'ils rejoignent les centres urbains, travaillent dans le secteur informel, dans l'intention de renvoyer de l'argent à leurs familles. Selon des enquêtes portant sur le marché du travail, les femmes rurales sont de plus en plus représentées dans ces flux internes, portées par l'assouplissement des barrières sociales et la dépendance du secteur des services à l'égard de la main-d'œuvre féminine⁵⁷.

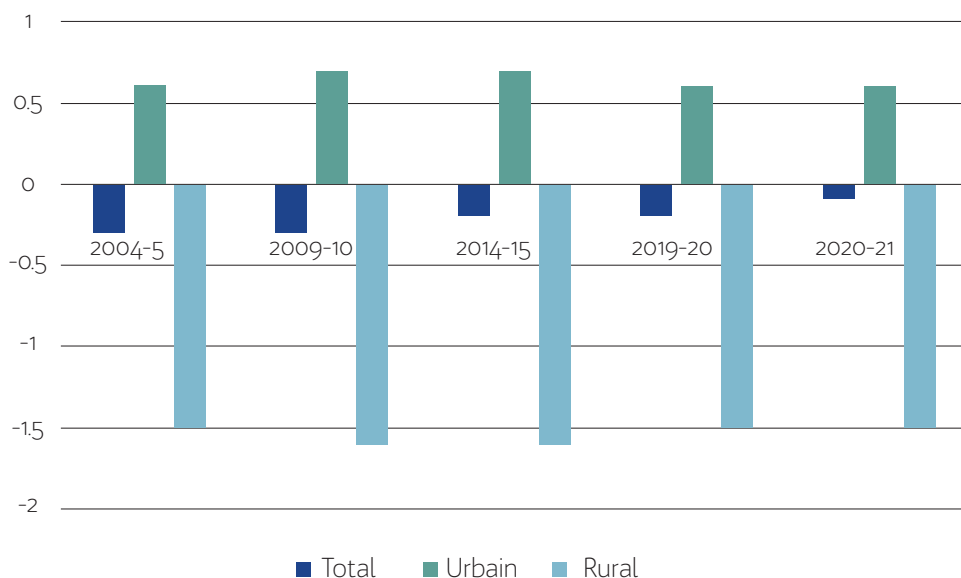
Des tendances similaires ont été mises en évidence en Tunisie et au Maroc, bien qu'à une moindre échelle. Les disparités sociales observées en Tunisie exercent de fortes pressions sur l'équilibre démographique du pays. Les régions les plus pauvres, qui se trouvent être principalement rurales, sont caractérisées par des taux de migration nets négatifs, contrairement aux taux nets positifs rapportés dans les zones urbaines et côtières du pays : Entre 2009 et 2014, l'émigration a conduit la population du gouvernorat de Kairouan à diminuer de 4 pour cent (flux net). L'Institut national de la statistique (INS) signale qu'au total, 34 000 personnes ont quitté la région au cours de cette période⁵⁸. Dans l'intervalle, le district de Tunis, dont les limites correspondent à celles de la conurbation de Tunis, a connu un afflux net de plus de 60 000 habitants.

Au Maroc, les chiffres globaux fournis par le Haut commissariat à la planification du Maroc (HCP) sont particulièrement instructifs : La migration est responsable d'un déclin moyen de la population de 1,5 % par an dans les zones rurales du pays. En termes absolus, cela équivaut à un exode négatif d'environ 195 000 personnes en 2020-2021. À l'image de cet exode, les villes sont caractérisées par des taux positifs nets d'environ 0,6 %. On peut supposer que les migrants ruraux qui s'éloignent des campagnes représentent la majeure partie de cette croissance (principalement parce que les déplacements infranationaux impliquent beaucoup moins d'obstacles que les migrations internationales). Le fait que ces taux soient restés remarquablement stables au cours des 20 dernières années témoigne de l'intensité de la transformation structurelle et de son impact sur les processus sociodémographiques dans le pays ainsi que de l'attractivité durable des centres urbains. Cependant, il serait erroné de supposer que ce mouvement des zones rurales vers les villes est entièrement linéaire. Une partie de l'émigration rurale est composée de personnes partant à l'étranger, tandis que l'expansion urbaine est également liée à l'arrivée d'immigrants internationaux.

57 Abu Hatab et coll., (2022). Who Moves and Who Gains from Internal Migration in Egypt? Evidence from Two Waves of a Labour Market Panel Survey. (Migration interne en Égypte : qui bouge et qui y gagne ? Preuves tirées d'une étude de deux vagues sur le marché du travail) Habitat International.

58 INS, Kairouan à travers le recensement général de la population et de l'habitat 2014.

Graphique 6 Taux de migration nette par milieu géographique au Maroc



Source: Haut-commissariat au plan

Comme indiqué ci-dessus, les effets de la migration rurale vers les villes ne se limitent pas aux zones de départ. Partout au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la migration interne est responsable d'une accélération spectaculaire de l'urbanisation à mesure que les gens quittent les zones rurales pour trouver de meilleures conditions de travail dans les villes. Les centres urbains de la région, principalement les capitales et les zones côtières, ont connu une croissance considérable au cours des 20 dernières années et les projections indiquent que le mouvement est susceptible de se poursuivre en raison de la dégradation de l'environnement et des chocs exogènes dans les campagnes. La Banque mondiale prévoit 19 millions de migrants internes supplémentaires d'ici à 2050 en Afrique du Nord. Ceux-ci proviendront principalement de terres cultivées pluviales et de zones côtières et se dirigeront vers des centres urbains à forte densité de population⁵⁹.

Compte tenu du rythme et de l'importance des migrations internes, l'Égypte est particulièrement exposée à l'expansion urbaine. On considère que le paysage urbain égyptien croît en moyenne de 2 pour cent par an pour accueillir un million d'habitants supplémentaires. Les conséquences de l'expansion urbaine se font sentir dans tout le pays : chaque année, on estime que 30 000 hectares de terres arables sont perdus pour laisser la place à de nouvelles infrastructures urbaines (routes, construction de bâtiments, établissements informels), en particulier autour du Caire et du delta du Nil⁶⁰. Il en va de même ailleurs : En Tunisie, on estime que 2 000 à 3 000 hectares cèdent à la pression urbaine⁶¹. L'expansion des villes sur des terres autrefois agricoles est également responsable de l'épuisement des ressources en eau douce, de la dégradation de la qualité des sols (à cause des travaux de construction) et de la fragmentation des exploitations agricoles, entraînant une probabilité accrue de migration parmi les agriculteurs.

59 Clement, Viviane, Kanta Kumari Rigaud, Alex de Sherbinin, Bryan Jones, Susana Adamo, Jacob Schewe, Nian Sadiq, et Elham Shabahat. 2021. Groundswell Part 2: Acting on Internal Climate Migration. (Groundswell, 2e partie : Agir sur la migration climatique interne.) Washington, DC, Banque mondiale.

60 Abu Hatab et coll. (2022), *ibid*.

61 CIHEAM (2018), *Migrations et Développement Rural Inclusif en Méditerranée*, Chapitre 8. Sous-développement rural et migrations internes.

En Jordanie, la distinction entre les zones rurales et urbaines est remise en question par l'expansion urbaine observée autour d'Amman et d'Irbid. Par conséquent, l'agriculture est de plus en plus intégrée au tissu social et économique des villes, et gérée comme elle le serait par les autorités urbaines. Selon les personnes interrogées, les autorités urbaines encouragent activement leurs populations à participer à la production nationale en prêtant du matériel et en assurant l'accès aux semences, aux pesticides et à la formation concernant l'agriculture à faible échelle. De petites parcelles de terrain et/ou des toitures sont également réservées à la production nationale et à la culture de micro-parcelles afin d'atténuer les risques liés à la sécurité alimentaire.

À bien des égards, les villes jouent un rôle crucial en offrant de meilleures perspectives de vie aux migrants internes poussés par un manque d'opportunités rurales. Cependant, les risques liés à l'urbanisation rapide de la région deviennent de plus en plus évidents. Dans tous les pays, la migration soutenue au départ des zones rurales exerce une pression sur les centres urbains, qui doivent s'efforcer de répondre à des besoins croissants en termes de logement, de scolarisation et de santé. Les marchés du travail des centres urbains, traditionnellement considérés comme moins discriminants, en particulier pour les femmes, sont néanmoins limités dans leur capacité à absorber une main-d'œuvre grandissante. Le travail informel est ainsi beaucoup plus courant parmi les migrants nouvellement arrivés, qui manquent de compétences et de réseaux pour se mettre en valeur. Comme dans les zones rurales, la promotion d'un travail décent, en particulier parmi les émigrants ruraux, doit être un élément clé de toute politique. En outre, la planification urbaine doit tenir compte des vulnérabilités climatiques découlant de l'expansion rapide et non planifiée des villes. On s'attend à ce que les vagues de chaleur soient plus intenses dans les environnements à forte densité. Les établissements informels sont également plus susceptibles d'être touchés par les inondations en cas de fortes pluies, du fait de l'absence de systèmes de drainage⁶².

2.3 Tendances en matière de migration internationale

Cartographie des émigrants ruraux internationaux

Les paramètres qui déterminent le choix de la destination des migrants sont très spécifiques au contexte. Dans le cas de la migration volontaire, ces choix peuvent être fonction des capacités financières individuelles des migrants, de leur perception des opportunités disponibles dans leur destination, de l'existence de « réseaux » sociaux transnationaux ou de la disponibilité et de l'accessibilité d'itinéraires légaux de migration.

Les émigrants ruraux ont tendance à privilégier les destinations nationales par rapport aux destinations internationales, même si les flux respectifs ne peuvent être quantifiés avec précision. En général, pour les migrants potentiels, la migration interne nécessite moins de ressources ; les risques sociaux ou économiques associés à celle-ci sont moindres, elle n'implique pas d'obstacles linguistiques ou socioculturels majeurs et, surtout, elle n'est pas limitée par les restrictions de mobilité étatiques. Dans l'ensemble, les migrations internes ont tendance à être plus accessibles ; il s'agit donc d'une forme de mouvement plus répandue. De ce fait, les émigrants ruraux de la région sont le plus souvent contraints de se rendre dans les centres urbains de leur pays plutôt que de choisir des destinations à l'étranger⁶³.

Cela ne signifie pas que les liens entre les zones rurales et les migrations internationales sont marginaux. Les ruraux sont plus susceptibles d'envisager de migrer à l'étranger s'ils possèdent un certain niveau de ressources et de compétences qui peuvent être appliquées dans le pays de destination, en plus d'un réseau de parents ou d'amis

⁶² Gaub Florence (2021), Arab Climate Futures (Futurs du climat arabe), dossier Chaillot, ISS.

⁶³ FAO (2019), Rural Migration in the Near East and North Africa, Regional Trends, Cairo. (Migrations rurales au Proche-Orient et en Afrique du Nord, Tendances régionales, Le Caire)

déjà situés dans ce pays. Le choix de poursuivre un projet de migration internationale peut également être dicté par des perspectives négatives dans les centres urbains du pays ou dans d'autres destinations typiques. Certains chercheurs ont établi que la migration interne peut accroître la propension à s'orienter ultérieurement vers une migration internationale, et prendre la forme de processus de migration « pas à pas ». Toutefois, nous ne disposons pas de données cohérentes sur ce phénomène dans la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient⁶⁴.

Il est possible de glaner des connaissances sur la dimension rurale des migrations internationales en examinant les enquêtes sur les ménages des migrants et en particulier les modules liés aux migrants actuels. En examinant l'origine géographique des migrants originaires d'un pays spécifique, une tendance claire émerge en faveur des migrants urbains : Parmi le nombre total d'émigrants, les émigrants actuels des villes et des centres urbains dépassent généralement ceux des zones rurales en nombre.

Au Maroc et en Tunisie, les zones rurales ont tendance à être sous-représentées parmi les migrants internationaux : 10 % des ménages urbains sont « exposés » à la migration, c'est-à-dire comptent au moins un membre migrant, contre seulement 5 % dans les zones rurales. Dans les régions à prédominance rurale de Souss-Massa et Draa Tafilalet, seuls 6 % des ménages sont des ménages de migrants. Dans l'ensemble, ces deux régions concentrent environ 9 pour cent de la population totale d'émigrants. En comparaison, les régions de Casablanca, Beni Mellal et Rabat représentent ensemble la moitié de la population migrante marocaine actuelle⁶⁵. De même, les trois quarts des émigrants tunisiens viennent soit de Tunis, soit d'une autre région côtière (urbanisée). Les régions du nord et du centre-ouest réunies ne représentent que 8 % des émigrants⁶⁶. Les données relatives aux aspirations à la migration brossent un tableau similaire : Dans les régions du nord et du centre-ouest de la Tunisie, seulement 10 à 15 pour cent de la population déclare avoir l'intention de migrer contre 26 pour cent à Tunis⁶⁷. Dans l'ensemble, il semble que, dans ces pays, les zones rurales soient moins susceptibles d'être des points de départ pour les migrations internationales que les centres urbains.

Il reste à voir si ces déséquilibres subsistent si l'on tient compte des réalités de la migration irrégulière. Il semble en effet que les candidats à l'émigration des zones rurales soient plus enclins à envisager des voies de migration irrégulières, le cas échéant, que leurs homologues urbains⁶⁸.

En outre, des nuances importantes apparaissent lorsque l'on tient compte de la taille relative des populations rurale et urbaine du pays. En 2014, en Jordanie, les ménages ruraux ne représentaient que 14 % des ménages migrants actuels (ménages dont au moins un membre réside à l'étranger). Étant donné que seulement 9 pour cent de la population est considérée comme rurale, les migrations internationales peuvent être interprétées comme plus importantes pour les zones rurales sur la base d'un taux par habitant⁶⁹.

La prédisposition apparemment plus marquée des communautés urbaines à migrer peut être attribuée à plusieurs facteurs : Tout d'abord, comme nous l'avons vu au chapitre 1, les communautés rurales sont en moyenne plus pauvres que leurs homologues urbaines. Par conséquent, elles possèdent moins de ressources à consacrer aux projets de mobilité, qui sont plus coûteux dans le cas des migrations internationales. Une description de la migration des régions les plus pauvres et les plus marginales du Maroc, comme le Moyen Atlas et le Haut Atlas, fait état

64 Berriane M., Haas H. et Natter K., (2021) Social Transformations and Migrations in Morocco (Transformations sociales et migrations au Maroc), documents de travail, Institut international de migration. Article 171.

65 HCP (2020) La migration internationale au Maroc, résultats de l'enquête nationale sur la migration internationale 2018-2019.

66 INS et ONM (2021), HIMS Tunisie, Enquête nationale sur la migration internationale, Progrès migration.

67 INS et ONM (2021), HIMS Tunisie, Enquête nationale sur la migration internationale, Progrès migration.

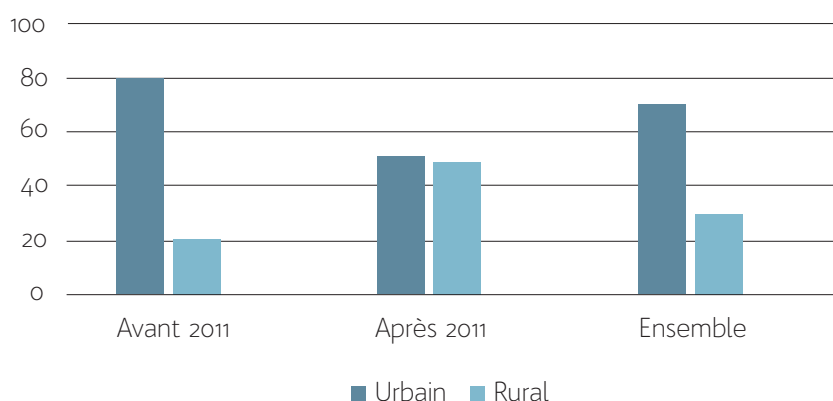
68 FAO (2018) Rural Migration in Tunisia, Drivers and Patterns of Rural Youth Migration and its Impact on Food Security and Rural Livelihoods in Tunisia. (La migration rurale et son impact en Tunisie, facteurs et tendances de la migration des jeunes ruraux et son impact sur la sécurité alimentaire et la subsistance rurale en Tunisie) Rome

69 Département des statistiques (DoS) (2016). HIMS Jordanie. Jordan Household International Migration Survey (Enquête auprès des ménages jordaniens sur les migrations internationales) Département jordanien des statistiques. Amman. Jordanie.

d'une focalisation sur les destinations internes⁷⁰. Deuxièmement, plus que les zones rurales, les centres urbains se caractérisent par des « réseaux » migratoires étendus. La recherche sur les migrations a démontré que ceux-ci sont essentiels pour « enclencher » les décisions des individus en matière de migration. Troisièmement, l'« immobilité » relative dans les zones rurales témoigne également d'un potentiel attachement des communautés rurales à leurs terres, y compris d'un point de vue émotionnel et économique. Il est légitime de croire que le riche tissu agricole et l'histoire de ces régions peuvent servir de facteur modérateur aux aspirations migratoires.

Néanmoins, en Tunisie, tout semble indiquer qu'un processus de transformation est en cours. Selon une enquête menée par la FAO dans les zones rurales du pays, la révolution de 2011 a marqué un tournant dans la mobilité des populations rurales. Avant 2011, les ruraux représentaient environ 20 % des émigrants internationaux. Depuis lors, les zones rurales et urbaines sont représentées sur un pied d'égalité dans la population migrante actuelle⁷¹. La façon dont les événements de 2011 ont influencé ces tendances n'est pas claire. Pour expliquer ces changements dans l'arrière-pays, les experts ont souligné la détérioration de l'infrastructure rurale après 2011 ainsi qu'une méfiance croissante à l'égard de l'action politique⁷². Dans l'enquête, 2011 coïncide avec une augmentation de l'émigration pour des raisons éducatives, en particulier parmi les femmes. On suppose que la transition politique aurait engendré des prédispositions plus favorables à l'émigration et à la migration des femmes pour des raisons d'éducation en milieu rural.

Graphique 7 L'émigration tunisienne par zone d'origine (enquête de la FAO)



Source: FAO (2018)


Il est intéressant de noter qu'il existe des préjugés sexistes quant aux décisions de migration dans les zones rurales. Les statistiques montrent que les ménages migrants ont tendance à être dirigés par des femmes, ce qui suggère un désengagement relatif des hommes vis-à-vis des tâches agricoles en raison de l'émigration. La proportion de ménages dirigés par des femmes dans les zones rurales marocaines est en effet assez importante parmi les ménages de migrants (31 %) et plus conforme à la moyenne nationale au sein des ménages non migrants (7 %). Cet écart est beaucoup moins prononcé parmi les ménages urbains⁷³.

⁷⁰ Berriane M., Haas H. and Natter K, *ibid.*

⁷¹ FAO (2018) Rural Migration in Tunisia, Drivers and Patterns of Rural Youth Migration and its Impact on Food Security and Rural Livelihoods in Tunisia. (La migration rurale et son impact en Tunisie, facteurs et tendances de la migration des jeunes ruraux et son impact sur la sécurité alimentaire et la subsistance rurale en Tunisie) Rome.

⁷² Orient XXI, « En Tunisie, la migration est un projet partagé par des pans entiers de la société », Entretien avec Hassan Boubakri, 19 octobre 2022.

⁷³ HCP (2020), *ibid.*



Il convient de noter que l'émigration en Égypte revêt une dimension rurale plus particulière qu'ailleurs. Contrairement à d'autres pays d'Afrique du Nord, il existe des preuves d'une surreprésentation des personnes rurales parmi le nombre total de migrants. Entre 1998 et 2012, les ruraux représentaient 70 % des migrants internationaux⁷⁴. Le fait que la population rurale égyptienne soit comparativement beaucoup plus importante peut expliquer cette différence par rapport à d'autres pays. Les experts interrogés ont également souligné les profils spécifiques du marché du travail des pays d'accueil en tant que facteurs d'adaptation pour les migrants ruraux. Contrairement aux destinations européennes, les pays du Golfe, où sont installés la plupart des Égyptiens à l'étranger, se caractérisent par des obstacles moins importants sur le marché du travail et une forte demande en travailleurs peu qualifiés. Ils n'exigent pas non plus de compétences linguistiques spécifiques.

La problématique de l'engagement de la diaspora rurale

Les migrants sont souvent présentés comme les principaux contributeurs au développement rural. Grâce aux envois de fonds des ménages, à l'investissement direct, à la création d'entreprises, au transfert de technologie et de connaissances ou à la facilitation du commerce, les émigrants ruraux peuvent participer à l'amélioration de la productivité agricole ou à la recherche de nouveaux marchés pour les biens produits localement, mais aussi à la création d'emplois et de moyens de subsistance dans leur lieu d'origine⁷⁵. Il semblerait que la contribution des migrants s'étende également aux sphères non économiques par la diffusion d'idées, de normes et de valeurs, par exemple, amenant les diasporas à devenir des agents du changement social dans leur pays d'origine⁷⁶.

Peu d'études ont été consacrées à l'exploration des envois de fonds et d'autres types de transferts financiers dans le contexte des zones rurales de la région. En Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie, les envois de fonds représentent au moins 5 % du PIB national, mais on ne sait pas précisément dans quelle mesure ces flux sont dirigés vers les zones rurales⁷⁷. En outre, les transferts internes en provenance des villes ne sont généralement pas pris en compte dans les flux entrants totaux, bien qu'ils constituent probablement une source majeure de revenus et de développement pour les régions rurales étant donnée la prédominance des mouvements internes. En conséquence, il est difficile d'estimer l'implication économique et financière des migrants actuels, internes ou internationaux, dans leurs communautés d'origine. Inversement, l'impact de la migration sur le développement rural n'est pas mesuré de manière cohérente et exhaustive.

L'intensité de l'engagement des migrants dans leurs communautés d'origine varie en fonction du type de migration entreprise. Comme indiqué précédemment, les ruraux peuvent choisir d'émigrer de façon saisonnière, de travailler dans les villes pendant la saison maigre ou d'occuper un emploi manuel dans des exploitations plus productives pendant des périodes de quelques semaines à quelques mois. Dans ce cas, la migration adopte un modèle circulaire qui répond au besoin des ménages de diversifier leurs sources de revenus tout en restant impliqués dans une agriculture à petite échelle, principalement basée sur la subsistance⁷⁸. La plupart des résultats indiquent que les migrants internes, saisonniers ou non, restent engagés dans les affaires agricoles et la gestion de l'agriculture familiale. Il a été prouvé que la migration temporaire et la diversification des revenus qui en résulte aident les petits exploitants à contrebalancer l'instabilité des rendements fonciers, mais restent associées à une réduction des niveaux de pauvreté pour les ménages qui les entreprennent⁷⁹.

74 David A. et Jarreau J. (2016) Determinants of Emigration : Evidence from Egypt. (Déterminants de l'émigration : preuves de l'Égypte) ERF, Égypte.

75 FAO, FIDA, OIM et PAM (2018), The Linkages between Migration, Agriculture, Food Security and Rural Development (Liens entre migration, agriculture, sécurité alimentaire et développement rural), rapport technique.

76 Berriane M., Haas H. et Natter K. Ibid.

77 Portail de transferts de fonds KNOMAD : <https://www.knomad.org/data/remittances>

78 FAO (2018) Ibid.

79 IFPRI et FAO (2018), Agriculture and Economic Transformation in the Middle East and North Africa. A Review of the Past with Lessons for the Future. (Agriculture et transformation économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : examen du passé et leçons pour l'avenir). Rapport sur la politique alimentaire.

Les migrants internationaux se heurtent à davantage d'obstacles dans leur implication auprès de leurs communautés d'origine. Des recherches menées sur le sujet montrent que, même s'ils restent en contact, par exemple lorsqu'ils rentrent quelques fois par an, les migrants internationaux participent moins aux activités agricoles que leurs pairs internes⁸⁰. Toutefois, les migrations internationales sont également associées à des niveaux d'envois de fonds plus élevés que les migrations internes. Bien que les situations soient très disparates, les migrants à l'étranger ont tendance à gagner des salaires conformes à la réglementation du travail des pays d'accueil. En revanche, les migrants internes sont souvent confrontés à des marchés du travail informels et ne gagnent pas suffisamment pour contribuer à la subsistance dans les campagnes⁸¹. Comme pour les migrations saisonnières, la mobilité internationale a des répercussions positives sur le niveau de vie des ménages.

La redistribution des rôles entre les sexes est une autre conséquence très visible de l'émigration des zones rurales. Quelles soient internes ou internationales, les migrations sont généralement associées à une augmentation des responsabilités et de la charge de travail des femmes. Dans certaines zones géographiques, le travail des femmes dans l'agriculture est considéré comme supérieur à celui des hommes. En conséquence, certaines tâches spécifiques ont été complètement féminisées en conséquence, comme c'est le cas pour la récolte ou l'élevage au Maroc⁸². Cependant, dans de nombreux cas, la féminisation des emplois agricoles n'a pas abouti à une formalisation à grande échelle de l'emploi des femmes dans la population active, et les femmes travaillant dans l'agriculture restent sous-payées et exposées à des conditions de travail difficiles⁸³.

Les envois de fonds sont utilisés à des fins très diverses. En Égypte, au Maroc ou en Tunisie, il existe des preuves solides montrant qu'une part importante des envois de fonds est consacrée au logement et à l'achat de biens immobiliers. Ce type de dépenses peut refléter la volonté des migrants de se préparer à leur retour ou peut se traduire par une amélioration du niveau de vie des familles restées sur place. Dans le cas du Maroc, Berriane indique que les envois de fonds des migrants ruraux ont même été un catalyseur de l'urbanisation dans les régions méridionales du pays. Les membres des foyers restés au pays se sont en effet tournés vers la construction de maisons dans les villages ou les petites villes afin de bénéficier d'un meilleur accès à l'infrastructure publique et aux emplois non agricoles de ces lieux. En ce sens, les envois de fonds provenant des migrations internationales ont également contribué à façonner les tendances de la mobilité entre les zones rurales et urbaines du pays, car les ménages de migrants ont utilisé les fonds disponibles pour quitter les campagnes⁸⁴. Sur le plan socio-économique, l'effet des migrations internationales sur les membres des foyers restés sur place est perceptible, car les ménages migrants font preuve d'une meilleure employabilité et de meilleurs niveaux de revenus que les ménages non migrants⁸⁵.

Il existe un large consensus sur le fait que le savoir-faire et le capital actuels des migrants sont essentiels à la provision de moyens de subsistance durables dans l'agriculture. Étant donné que l'agriculture est un domaine d'emploi important pour les Nord-Africains à l'étranger, il est concevable qu'il existe un éventail de possibilités à exploiter en termes de transfert technique et de connaissances⁸⁶. L'engagement de la diaspora devrait donc se concentrer sur la mobilisation de cette expertise et sur les opportunités de marché qui en découlent afin de servir les intérêts plus larges des zones rurales, en particulier en ce qui concerne le développement de l'entrepreneuriat non agricole et le renforcement de la résilience du secteur au changement climatique.

80 FAO (2018), *Rural Migration in Tunisia (Migration rurale en Tunisie)*, *ibid.*

81 FAO (2019), *Rural Migration in the Near East and North Africa, Regional Trends*, Cairo. (Migrations rurales au Proche-Orient et en Afrique du Nord, Tendances régionales, Le Caire)

82 David A. et Nilsson B. (2021) *Migration and Rural Development in NENA Countries (Migration et développement rural dans les pays NENA)*, étude de cas, *Régions et développement*, n° 53-2021.

83 CIRAD et CIHEAM (2017), *Study on Small-Scale Family Farming in the Near-East and North Africa Region (Étude sur l'agriculture familiale à petite échelle dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord)*

84 Berriane M., Haas H. et Natter K. *Ibid.*

85 IFPRI et FAO (2018), *Agriculture and Economic Transformation in the Middle East and North Africa. A Review of the Past with Lessons for the Future. (Agriculture et transformation économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : examen du passé et leçons pour l'avenir)*. Rapport sur la politique alimentaire.

86 20 et 13 pour cent des émigrants marocains et tunisiens travaillent respectivement dans le secteur agricole

3. Immigration et réintégration

3.1 Aperçu de l'immigration en zone rurale

Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont souvent considérés à la fois comme des pays d'origine, de transit et de destination des migrants. Les déplacements liés aux conflits et au climat représentent une part importante des migrations à l'intérieur de la région et vers celle-ci. Les pays méditerranéens accueillent un grand nombre de personnes déplacées de force, en particulier depuis le début du conflit syrien en 2011. Dix ans plus tard, on compte environ 5,6 millions de Syriens déplacés dans la région, dont plus d'un million rien qu'en Jordanie⁸⁷. Les Syriens ont également migré vers d'autres pays de la région, tels que l'Égypte, la Tunisie et le Maroc. En outre, la Tunisie accueille des populations déplacées provenant de la Libye voisine, qui figurait elle-même parmi les pays d'accueil des routes migratoires interafricaines.

Dans l'intervalle, les pays d'Afrique du Nord connaissent un afflux régulier de migrants au départ de l'Afrique subsaharienne. Souvent définie comme une migration « économique », cette mobilité intracontinentale implique en fait un très large éventail de motivations, de trajectoires, de perspectives et de statuts légaux des migrants. Elle est principalement motivée par des adultes en âge de travailler à la recherche d'opportunités d'emploi, mais aussi par des demandeurs d'asile et des migrants ayant besoin de protection, des travailleurs saisonniers et « circulaires », des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur ou encore des familles en situation de transit qui se déplacent vers l'Europe. Leur situation peut être volontaire ou accidentelle, légale ou irrégulière et leur séjour peut durer de quelques semaines à quelques décennies⁸⁸. En raison de ces mouvements mixtes, la migration dans la région est d'autant plus difficile à catégoriser et complique la mise en place de cadres politiques pour la protection et la gestion des migrations. En outre, la mobilité regroupe également des ressortissants retournant dans leur pays d'origine après avoir passé du temps en Europe, dans les pays du Golfe ou en Libye, dans le cas de la Tunisie. Cette migration de retour fait l'objet d'une attention croissante, tant dans la littérature sur les politiques que sur les migrations.

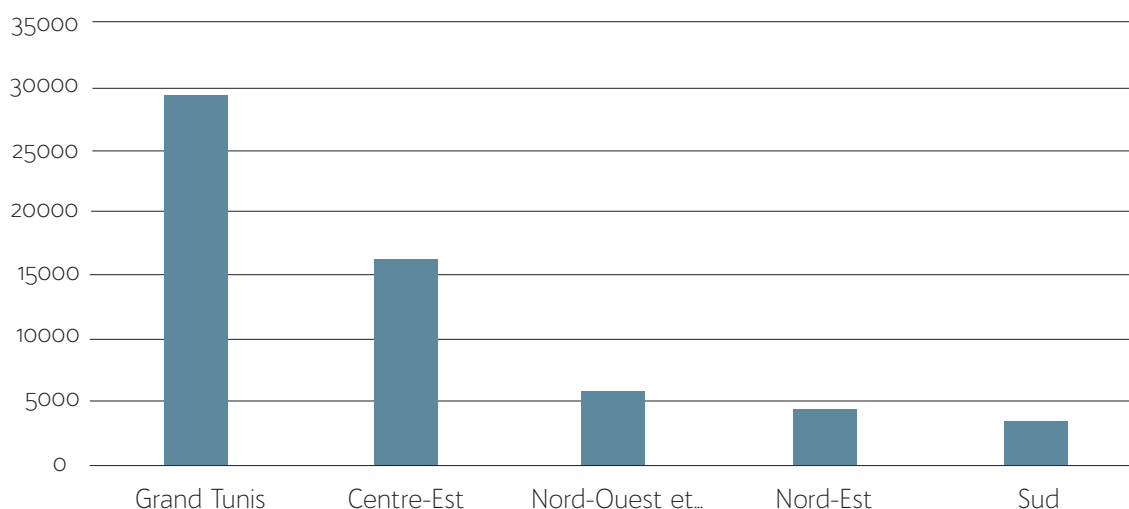
La situation des immigrés dans les zones rurales reflète cette complexité. Les quelques sources statistiques disponibles sur les caractéristiques des immigrants semblent indiquer que les zones rurales ne sont généralement pas conçues comme des destinations lorsque les immigrants entament leur périple. L'absence de moyennes et grandes entreprises, la prééminence de l'agriculture familiale à petite échelle et, comme indiqué précédemment, une diversification insuffisante offrent des perspectives d'emploi limitées, en particulier pour les étrangers. À cet égard, les centres urbains comme les capitales ou les zones touristiques (principalement sur la côte) offrent plus de garanties de subsistance grâce à la taille des marchés informels et à la présence de courtiers en information.

En Tunisie, les régions rurales ne représentent qu'une très petite fraction de la population étrangère résidente, contrairement aux villes et aux zones côtières. Sur les 58 000 non-ressortissants que compte la Tunisie, on estime que 5 000 seulement, soit à peine 10 %, résident dans les régions de l'intérieur, qui sont principalement rurales et agricoles. En comparaison, la grande région de Tunis concentre environ la moitié de cette population immigrée.

⁸⁷ Jordan Response Plan (Plan d'intervention en Jordanie) 2017-2019.

⁸⁸ Terre d'asile Tunisie (2016), Portraits de migrants.

Graphique 8 Répartition de la population immigrée selon la région de résidence en Tunisie



Source: INS (2021)

Outre des schémas spatiaux de résidence clairs, l'engagement des migrants dans le secteur agricole semble être très limité. Le secteur n'employait que 7 % de la main-d'œuvre immigrée en 2020, loin derrière les services (61 %), l'industrie (18 %) et la construction (14 %). L'emploi dans l'agriculture concerne 10,5 pour cent des migrants subsahariens et 8 pour cent des migrants des pays voisins. Les autres migrants ne sont pas du tout représentés dans ce secteur⁸⁹.


Au Maroc, l'agriculture est également un domaine de travail moins désirable. Selon une enquête de 2021 réalisée par le HCP, la part des immigrants dans l'agriculture est négligeable. Les services sont de loin le principal secteur d'emploi, représentant environ la moitié de l'emploi des immigrants, suivis par le commerce (22 %) et la construction (12 %). Seuls 8 % des répondants à l'enquête affirmaient travailler dans l'agriculture⁹⁰. D'après l'enquête, 24 % des ressortissants maliens travaillent dans l'agriculture. Avec les Sénégalais (15 %), il s'agit du seul groupe à montrer une présence marquée dans le secteur.

Ces résultats pour le Maroc et la Tunisie peignent l'image d'une population immigrée concentrée principalement dans les centres urbains et plus prospères du pays. Les statistiques montrent que ces immigrants sont actifs dans le secteur des « services » qui couvre un éventail d'emplois dans le petit commerce, la gastronomie, le tourisme, etc. Cela prouve que les villes sont des destinations tout aussi attrayantes pour les migrants internationaux que pour les migrants internes. Les centres urbains offrent en outre aux migrants internationaux la possibilité de trouver des réseaux communautaires préexistants ou des intermédiaires pour faciliter leur arrivée et leur accès au logement et à d'autres services vitaux tels que les soins de santé. Il est également prouvé que ces réseaux aident les nouveaux immigrants à établir des liens avec des employeurs potentiels, et les guident au gré des réglementations et des systèmes administratifs ou agissent en tant que vecteurs de solidarité⁹¹. Il est important de noter que, contrairement aux zones rurales, les centres urbains disposent de l'infrastructure bancaire nécessaire pour répondre aux besoins des migrants en ce qui concerne l'envoi de fonds à leurs familles par des voies sûres.

⁸⁹ INS et ONM (2021), HIMS Tunisie, Enquête nationale sur la migration internationale, Progrès migration.

⁹⁰ HCP (2021) La migration forcée au Maroc, résultats de l'enquête nationale de 2021.

⁹¹ Berriane M., Haas H. et Natter K., (2021) Ibid.



Dans une certaine mesure, ces observations méritent d'être nuancées. Premièrement, les données relatives à l'emploi figurant dans les enquêtes HIMS reflètent avant tout la réalité du travail déclaré, qui, comme indiqué au chapitre 1, est extrêmement marginal dans les zones rurales (environ 10 %). À cet égard, il pourrait être légitime de se demander si, et dans quelle mesure, les données sur l'emploi des migrants dans le secteur agricole et dans la construction, a été sous-estimé. Puisque la plupart des travailleurs étrangers sont, selon un entretien mené auprès d'experts, dans une situation de transit, il est concevable que leur travail échappe aux registres officiels. Deuxièmement, dans le cas du Maroc, l'enquête a été menée dans les plus grandes villes du pays, augmentant ainsi les risques de partialité géographique dans la manière dont les résultats ont été recueillis. La moitié de l'échantillon de l'enquête résidait à Casablanca ou Rabat au moment du travail de terrain, accordant la part du lion aux répondants urbains en termes d'exposition. Pour saisir avec précision l'importance de l'immigration dans les zones rurales, il pourrait être utile d'élargir l'échantillonnage géographique de l'enquête à l'avenir.

Selon certains témoignages, les travailleurs étrangers comblent de plus en plus les pénuries de main-d'œuvre dans l'agriculture nord-africaine, notamment en réponse au désengagement de la main-d'œuvre rurale masculine⁹². Ces travailleurs se trouvent dans les exploitations les plus productives et à forte intensité de main-d'œuvre, caractérisées par des techniques de culture avancées et une production axée sur l'exportation. En raison de la nature isolée de ces exploitations et des superficies considérables couvertes, peu d'informations sur les caractéristiques et le bien-être de cette population étrangère sont généralement recueillies. Il a été prouvé que les spécificités du travail agricole peuvent attirer les personnes en situation de transit : ce travail ne nécessite pas de formation spécifique, il peut être effectué en déplacement, il implique des tâches matérielles génériques (surtout pendant la récolte), et fournit une source de revenus immédiate, mais très limitée, conçue principalement pour couvrir les futurs mouvements (vers les villes ou vers l'Europe) ou pour soutenir les communautés dans les pays d'origine.

Compte tenu des pratiques de travail du secteur, il est concevable que la plupart des travailleurs étrangers de ces exploitations soient des travailleurs salariés informels et ne bénéficient donc pas d'un salaire minimum et de garanties de protection sociale. Ils peuvent être exposés à l'environnement de travail précaire de ces exploitations, par exemple lorsqu'on leur demande de manipuler des substances chimiques, des machines lourdes ou du bétail sans équipements ou formation appropriés. La distance par rapport aux villes implique que les options de logement sont rares et que les trajets domicile-travail peuvent souvent être très longs et coûteux. En l'absence de mécanismes de représentation collective, par le biais de syndicats ou d'organisations communautaires, les travailleurs étrangers sont particulièrement vulnérables en cas de mauvais traitements de la part des employeurs⁹³. Pour répondre à ces nouvelles tendances, il est conseillé aux autorités du travail de renforcer leurs activités de suivi dans les zones rurales, en particulier en ce qui concerne la situation des immigrés. La mise en place de mécanismes d'orientation efficaces peut également porter ses fruits, car la plupart des victimes peuvent se trouver en situation irrégulière. Les syndicats assument une responsabilité particulière dans la protection des droits des migrants, en particulier dans le secteur agricole. L'ouverture d'« espaces-migrants » dédiés par les syndicats tunisiens à Tunis et Sousse représente un pas dans la bonne direction⁹⁴.

92 FAO (2018) Rural Migration in Tunisia, Drivers and Patterns of Rural Youth Migration and its Impact on Food Security and Rural Livelihoods in Tunisia. (La migration rurale et son impact en Tunisie, facteurs et tendances de la migration des jeunes ruraux et son impact sur la sécurité alimentaire et la subsistance rurale en Tunisie.) Rome.

93 FAO (2019) *ibid.*

94 Ouverture des premiers « Espaces-Migrants » à l'UGTT : Inauguration de deux « Espaces-Migrants » à l'UGTT Tunis et Sousse destinés aux travailleurs migrants étrangers en Tunisie (ilo.org). L'UGTT, avec le soutien de l'OIT, a ouvert deux espaces physiques dédiés au traitement des demandes et des griefs des travailleurs migrants.

3.2 Les travailleurs agricoles étrangers en Jordanie

L'expérience de la Jordanie en matière d'accueil de migrants est, en revanche, façonnée par des décennies d'afflux liés aux conflits. Des mouvements de population d'une ampleur considérable ont eu un impact profond sur la société jordanienne : ils ont mis à rude épreuve les infrastructures essentielles, accru la concurrence pour les ressources et affecté la composition de son marché du travail. Dans ce contexte difficile, le pays a fait preuve d'une capacité d'adaptation remarquable et a beaucoup œuvré pour favoriser un sentiment de sécurité socio-économique, y compris pour les populations vulnérables.

À cet égard, l'agriculture joue un rôle clé dans le développement des moyens de subsistance des réfugiés syriens en Jordanie. Comme indiqué dans les chapitres précédents, l'agriculture jordanienne n'a cessé de croître au cours des dernières années, principalement en raison des gains de productivité et de la demande extérieure provenant des marchés voisins du Golfe. Les possibilités d'emploi découlant de cette expansion ont été principalement exploitées par des travailleurs étrangers peu qualifiés plutôt que par des ressortissants jordaniens. Parallèlement, les réformes introduites dans le cadre du 'Pacte de Jordanie'⁹⁵ ont contribué à ouvrir le marché du travail agricole, ainsi que d'autres secteurs stratégiques, aux Syriens résidant en Jordanie. La levée des restrictions pour les travailleurs agricoles a entraîné une réorganisation majeure de la main-d'œuvre et, incidemment, une évolution du paysage rural en Jordanie : Selon une enquête de l'OIT de 2018, les Syriens représenteraient jusqu'à 70 pour cent de la main-d'œuvre du secteur. Aux côtés d'autres nationalités (égyptiens, pakistanais), les non-Jordaniens représentent 90 pour cent de la main-d'œuvre des exploitations agricoles⁹⁶. Dans les régions rurales du pays, où ils sont proportionnellement les plus représentés, les Syriens représentent près de 35 pour cent de la population⁹⁷.

Ces quelques indications suggèrent une relation d'interdépendance entre les employeurs et la main-d'œuvre étrangère. Dans certains gouvernorats, l'agriculture représente un élément essentiel pour les réfugiés. À Mafraq, par exemple, l'agriculture représente 24 pour cent de l'emploi total syrien (qui reste limité à quelques secteurs d'activité). La délivrance de milliers de permis de travail par les autorités est essentielle pour créer une situation de travail sûre et décente pour les réfugiés et accroître considérablement leur potentiel d'autonomie. Par exemple, 95 pour cent des personnes interrogées ont indiqué posséder un permis valide et presque toutes ont déclaré percevoir au moins le salaire minimum pour les Syriens en Jordanie, qui s'élève à environ 5 JD par jour.

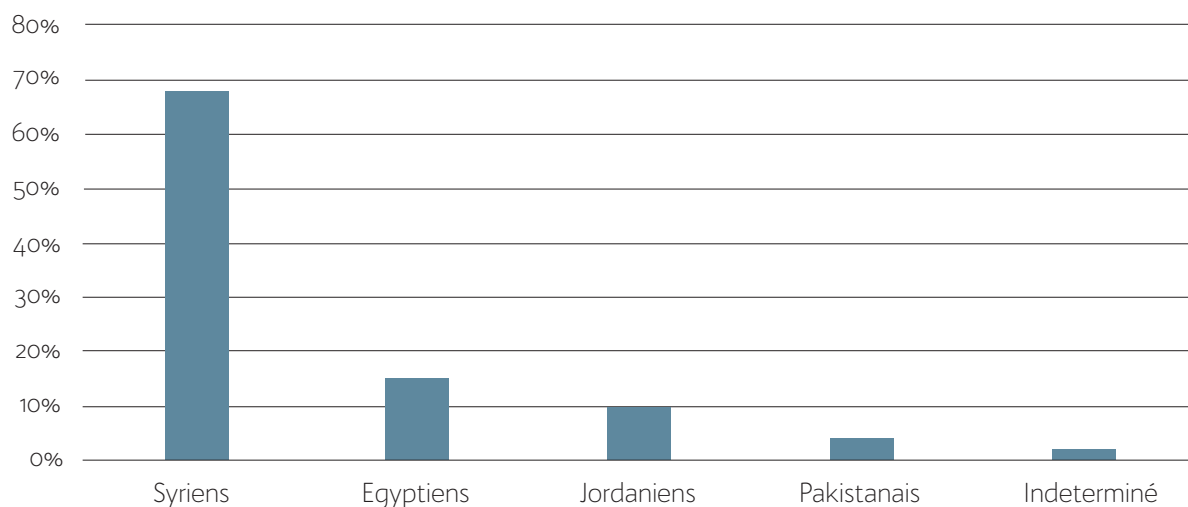
Pour les employeurs, la main-d'œuvre syrienne contribue à combler les pénuries de main-d'œuvre dues à l'exode rural et au vieillissement démographique. Bien que la part de l'emploi dans l'agriculture au niveau national diminue constamment, notamment à cause de la mécanisation, la plupart des exploitations agricoles dépendent, en tout ou partie, de la main-d'œuvre étrangère, en particulier pendant la saison des récoltes.

⁹⁵ <https://odi.org/en/publications/the-jordan-compact-lessons-learned-and-implications-for-future-refugee-compacts/>

⁹⁶ ILO (2018), *Decent Work and the Agricultural Sector in Jordan, Evidence from Workers' and Employers' Surveys* (Le travail décent et le secteur agricole en Jordanie : Preuves issues d'enquêtes auprès des travailleurs et des employeurs).

⁹⁷ IFPRI (2018), *The role of Agriculture and Agro-Processing for Development in Jordan* (le rôle de l'agriculture et du traitement agricole pour le développement en Jordanie), programme régional, document de travail 05.

Graphique 9 Main-d'œuvre immigrée par nationalité, enquête de l'OIT à Irbid et Mafraq



Source: OIT (2018)

Cette dépendance à l'égard du capital humain étranger devrait croître à mesure que le pays continuera de promouvoir la production nationale afin d'atteindre les objectifs de la NSAD et d'atténuer les risques liés à la sécurité alimentaire. Par exemple, le gouvernement a ciblé spécifiquement la population réfugiée dans ses efforts visant à stimuler l'approvisionnement alimentaire local : les mesures adoptées incluent la fourniture de programmes de formation et de conseils pour stimuler l'agro-entrepreneuriat, la fourniture de semences, de matériel et de formation à l'irrigation aux femmes réfugiées et le développement de programmes agricoles dans les camps de réfugiés.

Néanmoins, le travail dans l'agriculture est toujours associé à des revenus plus faibles et à un haut degré de précarité. En raison de la distance qui sépare les exploitations des villes, les travailleurs sont forcés de faire la navette ou de vivre dans des tentes, des abris ou d'autres types logements temporaires fournis par l'employeur. En outre, le travail sur le terrain est rarement encadré par des contrats formels : comme en Afrique du Nord, la main-d'œuvre est principalement composée de travailleurs salariés qui s'engagent dans des tâches spécifiques au gré des saisons. Les dispositions en matière de sécurité sociale et de santé sont de ce fait exclues de la plupart des modalités de travail. En outre, l'OIT a signalé des cas de travail des enfants, en particulier dans le contexte de l'agriculture. Malgré les conditions très favorables du système éducatif jordanien pour les enfants syriens, il existe un manque relatif d'accessibilité aux écoles dans les zones rurales, ce qui conduit certaines familles à amener leurs enfants au travail.

L'afflux de réfugiés syriens a profondément modifié les structures sociales en Jordanie. En particulier, les zones rurales ont connu des changements de grande ampleur découlant de cet afflux, principalement en termes de structures démographiques, économiques et sociales de ces zones. Pour les Jordaniens comme pour la communauté internationale, le rythme et l'ampleur de la création d'emplois dans l'agriculture ont contribué à mettre en lumière le potentiel des migrations pour le développement rural et la sécurité alimentaire, tout en soulignant certains des écueils associés à des afflux massifs de population.

3.3 Caractéristiques des migrants de retour dans les zones rurales

La question de la réintégration des migrants dans leur pays d'origine après le retour attire de manière croissante l'attention des décideurs politiques, en particulier dans les pays d'accueil traditionnels des migrants. Par exemple, *la nouvelle stratégie de l'UE en matière de retour volontaire et de réintégration* définit les retours volontaires comme une occasion de contribuer au développement des communautés d'origine⁹⁸. Toutefois, les différences qui résultent des motivations, des antécédents et des ressources des migrants, ainsi que des environnements socio-économiques des pays d'accueil, compliquent considérablement les efforts visant à exploiter le potentiel de développement de la réintégration, en particulier dans les zones rurales.

Les statistiques sur les retours produites par la Tunisie et le Maroc indiquent que les retours vers les zones rurales ne sont pas particulièrement nombreux. L'enquête HIMS pour le Maroc révèle que moins de 20 % des migrants de retour sur la période 2018-2019 résident dans des zones rurales. En Tunisie, les régions occidentales ne représentent qu'une petite fraction des retours vers le pays, 8 % et 3 % respectivement pour le nord-ouest et le sud-ouest. Cela suggère une tendance existante qui voit les migrants de retour s'installer principalement dans les villes, où ils trouvent de plus amples opportunités et un travail de meilleure qualité que dans les zones rurales. Selon les experts interrogés, les émigrants de retour ruraux, en particulier les plus jeunes, pourraient choisir de s'installer dans les villes pour s'appuyer sur les réseaux sociaux disponibles et éviter la stigmatisation généralement associée aux migrants de retour. On ne sait pas si la littérature citée en référence considère les migrants qui s'engagent dans des schémas de migration circulaires et saisonniers comme des migrants de retour.

Le manque d'opportunités dans les zones rurales n'est toutefois pas un obstacle majeur à l'investissement dans l'agriculture. Comme indiqué au chapitre 2, les émigrants d'Afrique du Nord font preuve d'un certain intérêt vis-à-vis des activités agricoles, comme en témoignent des taux d'investissement relativement élevés pour les migrants actuels. Il semble que cet intérêt se poursuive après le retour. Par exemple, 30 % des migrants tunisiens revenus dans leur pays ont investi dans l'agriculture à leur retour⁹⁹. Le fait que plus de Tunisiens que tout autre secteur investissent dans l'agriculture témoigne d'une certaine attractivité de ce secteur pour les migrants de retour.

Cette préférence est également corrélée avec les résultats au Maroc : Après le commerce, l'agriculture représente le deuxième secteur d'investissement le plus important pour les rapatriés (17 pour cent). Il est intéressant de noter que l'agriculture est l'investissement le plus populaire pour les migrants plus âgés (plus de 60 ans) dans le pays, alors que les jeunes rapatriés privilégient plus souvent le commerce¹⁰⁰. Ces résultats concordent avec l'idée que l'agriculture pourrait convenir à une génération plus âgée de migrants de retour pour lesquels les pays d'origine offrent des conditions favorables aux projets agricoles à petite échelle.

Les débats politiques tendent à définir les migrants de retour comme des ressources potentielles pour le développement des zones rurales. Néanmoins, selon les experts interrogés sur le sujet, il n'existe pas de cadre institutionnel accompagnant le processus de réintégration des migrants revenus au pays. Par conséquent, la réintégration dans les sociétés d'origine n'est pas sans difficulté et pourrait aboutir à des résultats sous-optimaux en termes d'inclusion sociale. Cela s'explique par un désintérêt général des autorités nationales pour la situation des rapatriés, mais aussi par le fait que les projets parrainés par la communauté internationale ne tiennent pas compte des limites de l'économie rurale¹⁰¹.

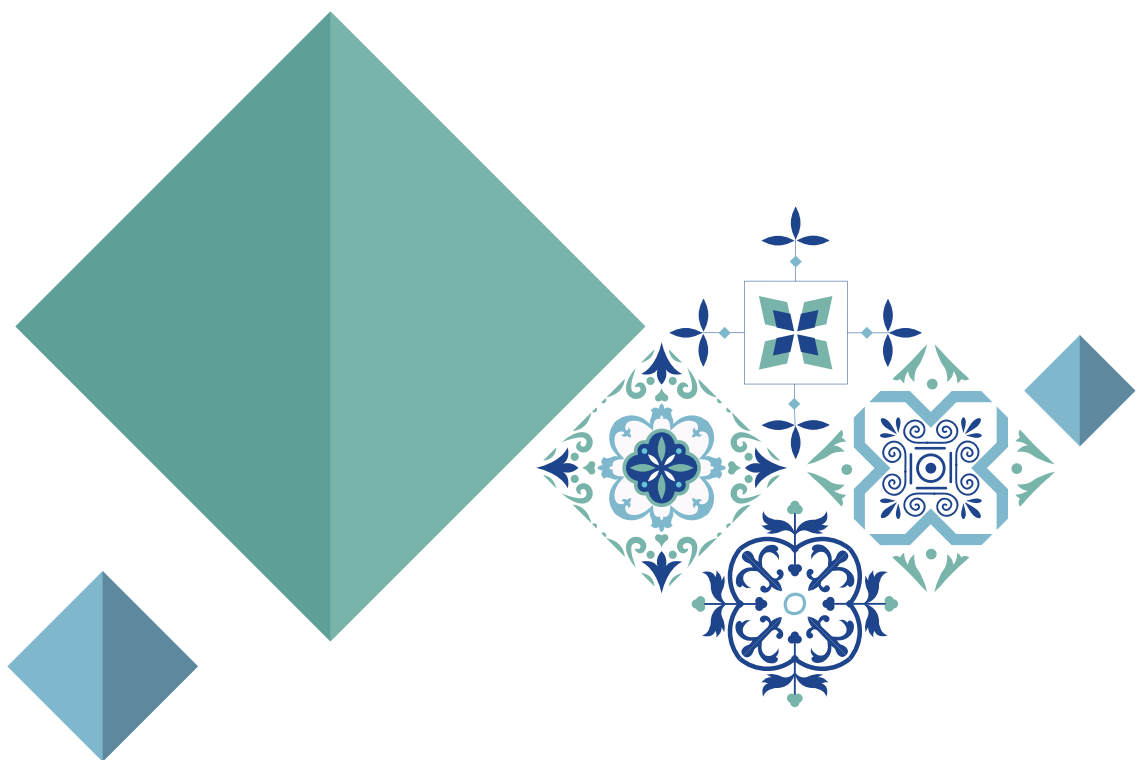
98 Commission européenne (2021), Communication de la Commission, La stratégie de l'UE sur le retour volontaire et la réintégration.

99 INS et ONM (2021), *ibid.*

100 HCP (2020) *ibid.*

101 WEF, This aeroponics farm could be the future of food in Jordan, 22.03.2022.

Pour que les efforts de réintégration portent finalement leurs fruits, des interventions dédiées doivent refléter et intégrer les défis spécifiques auxquels sont confrontées les zones rurales. Par exemple, le soutien à l'entrepreneuriat par le biais de subventions et/ou de formations techniques pour les migrants de retour doit être aligné sur les stratégies globales de renforcement de la résilience. Les rapatriés peuvent également être incités à créer des entreprises non agricoles, en particulier dans les zones où l'agriculture est déjà confrontée à la dégradation de l'environnement. Pour ce faire, les mesures doivent tirer parti des compétences et des connaissances existantes de la diaspora et de la communauté des rapatriés. Étant donné qu'une grande partie de ces migrants de retour a pratiqué l'agriculture dans les pays de destination, il pourrait être particulièrement intéressant de faciliter les transferts technologiques et de savoir-faire et ainsi d'ouvrir la voie à de nouvelles opportunités dans les chaînes de valeur locales pour accroître la productivité des entreprises.



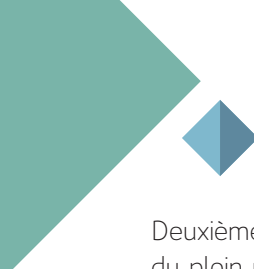
Remarques finales

Cette discussion a souligné la façon dont les sociétés rurales de la région subissent actuellement un processus de transformation structurelle profonde, perturbant les systèmes de subsistance traditionnels tout en générant de nouvelles vulnérabilités. En outre, les communautés rurales sont souvent en première ligne des crises liées aux urgences énergétiques, alimentaires et climatiques. Les agriculteurs ont du mal à rester à flot en raison des pénuries d'engrais, de la flambée des prix des céréales et des denrées alimentaires et d'une baisse de productivité des récoltes. Les communautés environnantes sont profondément touchées, car l'agriculture reste la principale source de revenus des économies rurales. Dans ces conditions, l'émigration peut sembler être la seule option viable pour gagner sa vie. Dans le même temps, l'étude a également mis en lumière les groupes vulnérables, comme les jeunes, les femmes et aussi, et de manière croissante dans les contextes ruraux, les migrants entrants et/ou de transit employés dans l'agriculture. Dans les années à venir, il sera nécessaire d'adopter une philosophie innovante et globale pour préserver les moyens de subsistance ruraux et agricoles en ces temps turbulents et offrir à ces communautés de solides raisons de rester. Afin de contribuer à cette réflexion, l'étude invite les décideurs politiques à encourager le passage à l'action en accordant la priorité à quatre dimensions principales :

Premièrement, le soutien aux zones rurales au cours de cette transition commence par le renforcement de la résilience des sociétés rurales. Ce rapport soutient que les événements climatiques, par leur impact négatif sur les moyens de subsistance, sont des facteurs certes sous-jacents, mais décisifs, qui sous-tendent les aspirations migratoires. Les communautés rurales de la région sont exposées à une insécurité hydrique chronique, en raison de la surconsommation et de la fluctuation des niveaux de précipitations et des débits des cours d'eau induite par le changement climatique. Les répercussions de cette pénurie se font déjà sentir sur le terrain, car les sécheresses et les vagues de chaleur affectent les rendements des terres, ce qui paralyse les revenus et le niveau de vie des agriculteurs. Pour lutter contre ce phénomène, il faudra rapidement concentrer les efforts sur la fourniture des instruments nécessaires pour permettre aux agriculteurs, et en particulier aux petits exploitants, de s'adapter à l'évolution des conditions météorologiques. L'extension de l'irrigation aux zones arides et semi-arides est une étape essentielle, mais qui n'est pas suffisante à elle seule. En raison de l'extrême rareté des bassins hydrographiques dans la région et de leurs capacités de régénération limitées, une véritable résilience ne peut être obtenue que grâce à une approche globale s'attaquant résolument aux facteurs liés à la demande. Au-delà d'investissements dans des techniques d'irrigation hautement calibrées, le secteur devrait accorder la priorité aux cultures qui sont intrinsèquement les mieux adaptées aux conditions sèches et, par conséquent, nécessitent moins d'eau pour pousser. En outre, l'exploitation du potentiel des technologies modernes ou de l'agriculture « intelligente » devrait grandement contribuer à rationaliser la consommation en eau. Par exemple, en Jordanie, les agriculteurs se tournent vers des techniques innovantes telles que l'hydroponie ou l'agriculture verticale avec le soutien du gouvernement¹⁰². En Égypte, les startups « agro-techniques » proposent aux agriculteurs des solutions numériques pour faciliter leur adaptation à l'évolution des conditions météorologiques. Par exemple, une application récemment lancée reposant sur des images satellites ponctuelles offre aux agriculteurs la possibilité de surveiller les cultures et d'anticiper les infestations ou les réactions indésirables des plantes¹⁰³. Tout au long de ce processus, les gouvernements ont un rôle clé à jouer en soutenant la recherche et le développement en matière de techniques d'adaptation, tout en facilitant l'accès des petits exploitants à la formation, à la technologie et aux équipements.

¹⁰² WEF, « This aeroponics farm could be the future of food in Jordan » (Cette ferme aéroponique est-elle le futur de l'alimentation en Jordanie ?), 22.03.2022.

¹⁰³ Tim McDonnell, « Tech startups are scrambling to save Egypt's farmers from climate change » (Les startups technologiques se battent pour sauver les agriculteurs égyptiens du changement climatique), Quartz, 11.10.2022.



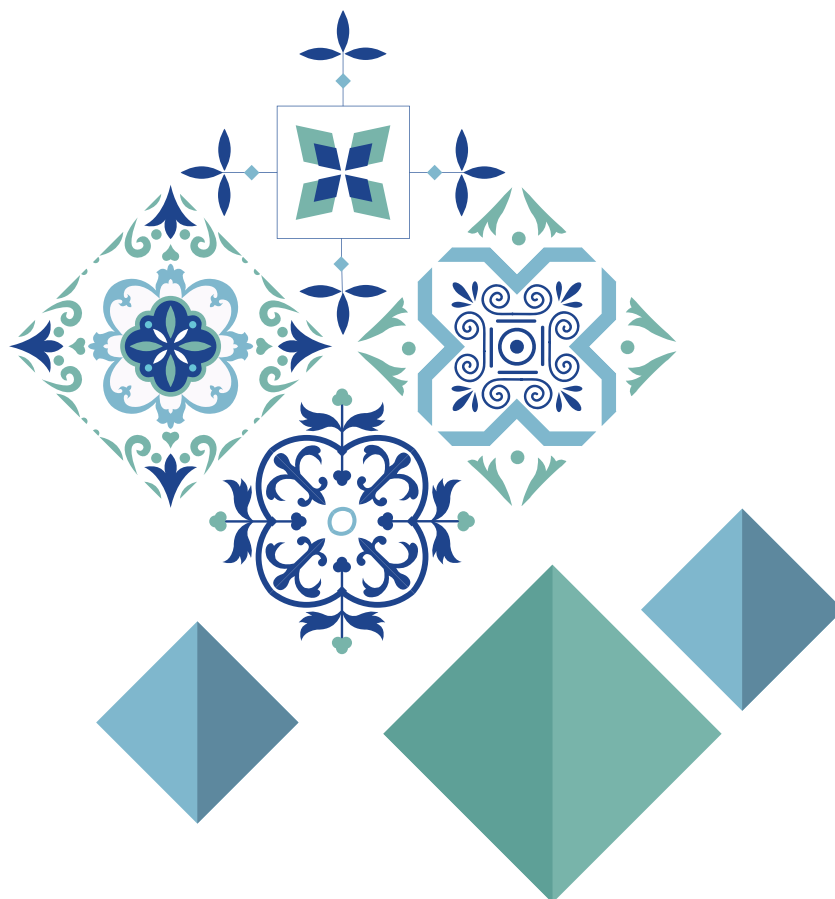
Deuxièmement, les politiques et stratégies de développement rural devraient mettre l'accent sur la réalisation du plein potentiel des jeunes. Les conditions défavorables vécues par les jeunes dans les zones rurales sont bien connues : exclusion du marché du travail, prévalence du travail domestique ou précaire, faible statut social et participation civique, manque d'opportunités éducatives et autonomie restreinte en raison de normes sociales et culturelles rigides. Selon les parties prenantes locales, l'émergence de la communication numérique et des médias sociaux, notamment par sa prédisposition à exalter la culture et les valeurs urbaines, est une explication majeure de l'attraction gravitationnelle que les centres urbains exercent sur les jeunes. Néanmoins, il y a de bonnes raisons de croire que les jeunes restent attachés à la terre et à leurs communautés et ne considèrent pas forcément la migration comme l'option la plus désirable. La plupart des politiques axées sur les jeunes se sont concentrées sur la création de meilleures voies et d'un plus grand nombre d'options pour l'entrepreneuriat agricole dans les zones rurales. Tel est l'objectif du projet de migration des jeunes ruraux (RYM) mis en œuvre par la FAO en Tunisie. En partenariat avec le ministère de l'Agriculture, le projet visait à concrétiser les idées commerciales des jeunes en facilitant l'accès au crédit (pour acheter des terres), à la formation technique sur les pratiques agricoles et de gestion et au mentorat par le biais d'un réseau de coachs agricoles. L'appui fourni par cette dernière initiative a été jugé particulièrement utile pour renforcer la confiance des jeunes¹⁰⁴. Si ces initiatives sont utiles pour stimuler l'entrepreneuriat agricole, il serait très judicieux d'étendre la portée des activités soutenues aux entreprises non agricoles, en tant que moteur de la diversification économique et de l'adaptation au climat dans les zones rurales. Par exemple, des preuves existent indiquant que les secteurs en croissance comme l'écotourisme, l'artisanat ou l'agro-industrie correspondent aux intérêts et aux compétences des jeunes. De nouveaux programmes de mentorat et de crédit, sur le modèle du projet RYM, pourraient être adaptés pour cibler spécifiquement ces domaines de l'entrepreneuriat.

Troisièmement, selon de nombreux témoignages, le potentiel de la diaspora reste largement « inexploité ». Dans de nombreux contextes sociaux, la migration peut constituer un puissant vecteur de développement local. Grâce aux transferts de fonds, mais aussi de compétences, de connaissances, d'idées et de capital humain en général, les migrants actuels peuvent contribuer de manière décisive à la prospérité de leurs communautés d'origine. La recherche montre cependant que le lien entre migration et développement n'implique pas nécessairement une relation directe et que le potentiel de la diaspora dépend principalement de l'intégration des migrants dans les pays de destination ainsi que de leur lien avec les sociétés d'origine. Compte tenu de la taille des diasporas des pays du sud de la Méditerranée et de la diversité de leurs compétences, l'engagement des migrants à l'étranger figure en bonne place dans les programmes nationaux et régionaux en matière de migration. En particulier, dans les zones rurales, il existe un potentiel distinct de mise à profit du savoir-faire et des compétences techniques des migrants, étant donné que bon nombre d'entre eux sont travaillant activement dans l'agriculture dans leurs pays de destination. À cet égard, les émigrants ruraux peuvent accélérer les efforts de modernisation et d'adaptation au climat des petits exploitants de la région. De même, l'agriculture représente une part substantielle des investissements des migrants en Afrique du Nord, ce qui souligne le lien que les émigrants ruraux entretiennent avec leurs communautés locales. Canaliser cet engagement vers des projets de développement rural : c'est là l'ambition de l'association « Migration et Développement », une organisation de la diaspora marocaine. Il est intéressant de noter que l'organisation cherche à impliquer les migrants actuels en favorisant les liens communautaires au-delà des frontières et en les associant, ainsi que les communautés locales, à des projets de développement conjoints et localisés. La nature dynamique et participative de ces interfaces à niveaux multiples a entraîné le développement de projets d'infrastructures vitales (eau, électricité, écoles), mais aussi dans des domaines critiques liés à l'entrepreneuriat et à la création d'emplois ainsi qu'à la gouvernance locale.

Quatrième et dernier point, les stratégies de développement rural doivent devenir plus inclusives, en particulier en ce qui concerne la protection du travail, pour contribuer efficacement aux objectifs de développement. Les femmes et les ménages d'hommes migrants désengagés sont particulièrement touchés par les conditions de vie précaires, en raison d'un travail non rémunéré généralisé, d'un travail pénible et de l'absence relative de protection sociale publique pour lutter contre la pauvreté dans les zones rurales de la région. L'insécurité des systèmes de transport

¹⁰⁴ FAO (2018), Rural Youth Mobility Project, Methodology and Results (Projet de mobilité des jeunes ruraux, méthodologie et résultats).

et la précarité des logements pour les travailleuses agricoles sont d'autres problèmes sérieux soulevés par les experts interrogés dans le cadre de l'étude. Dans une large mesure, ces difficultés touchent également la population immigrée. Les travailleurs étrangers entrants ne veulent pas nécessairement séjourner ou même résider dans les zones rurales, mais dépendent des salaires agricoles pour s'établir et pour subvenir à leurs besoins de base ainsi qu'à ceux de leur famille dans leur pays d'origine. Les travailleurs étrangers entrants ne veulent pas nécessairement séjourner ou même résider dans les zones rurales, mais dépendent des salaires agricoles pour s'établir et pour subvenir à leurs besoins de base ainsi qu'à ceux de leur famille au pays. Cependant, compte tenu de l'importance accrue accordée à la production alimentaire nationale et des perspectives commerciales positives, cette situation pourrait changer en leur faveur. Les travailleurs agricoles ont un rôle crucial à jouer pour aligner davantage les systèmes agricoles des pays du sud de la Méditerranée sur les objectifs proclamés de sécurité alimentaire intérieure et d'adaptabilité aux événements climatiques. Pour soutenir ces objectifs, les autorités doivent veiller à ce que l'emploi agricole et les moyens de subsistance ruraux respectent les principes d'un travail digne et décent pour tous, y compris pour les groupes marginalisés tels que les femmes et les immigrants.



Bibliographie

Abufalgha Mohamed (2022), Public Views of Migration in MENA (Opinions publiques de la migration dans la région MENA), juillet 2022, Arab Barometer (Baromètre de l'opinion arabe).

Abu Hatab et coll., (2022), Who Moves and Who Gains from Internal Migration in Egypt? Evidence from Two Waves of a Labour Market Panel Survey. (Migration interne en Égypte : qui bouge et qui y gagne ? Preuves tirées d'une étude de deux vagues sur le marché du travail.) Habitat International.

Berriane M., Haas H. et Natter K., (2021) Social Transformations and Migrations in Morocco (Transformations sociales et migrations au Maroc), documents de travail, Institut international de migration. Article 171

BledNews, « Voici les principaux résultats de l'enquête HCP sur les Revenus des ménages », consulté le 06.06.22.

Bossenbroek L, Ftouhi H. 2021. The plight of female agricultural wagedworkers in Morocco during the COVID-19 pandemic. (La situation tragique des travailleuses agricoles salariées au Maroc pendant la pandémie de COVID-19) *Cah. Agric.* 30: 40.

Bossenbroek Lisa, Les ouvrières agricoles dans le Saïss au Maroc, actrices de changements sociaux ? Alternatives rurales (7), décembre 2019.

Bouzidi, Z., Saker E., et Wided M., (2011), Le travail des femmes dans le secteur agricole : Entre précarité et empowerment—Cas de trois régions en Égypte, au Maroc et en Tunisie, Gender and Work in the MENA Region Working Paper n° 22. Le Caire : Conseil de la population.

Carling J. et Talleraas C. (2016), Root Causes and Drivers of Migration (Causes premières et vecteurs de la migration), PRIO, article PRIO.

Cascades (2021) Climate risks in Tunisia, Challenges to adaptation in the agro-food system (Risques climatiques en Tunisie : défis d'adaptation du système agro-alimentaire), Hanne Knaepen.

Centre d'Études et de Recherches Démographiques (2011), Études démographiques, dynamique urbaine et développement rural au Maroc, Royaume du Maroc, ministère de la Prévision économique et du Plan.

CIHEAM (2018), Migrations et développement rural inclusif en Méditerranée, Chapitre 5, Développement rural et migrations: Une dimension environnementale.

CIHEAM (2018), Migrations et développement rural inclusif en Méditerranée, Chapitre 7, Migration des jeunes ruraux méditerranéens.

CIHEAM (2018), Migrations et Développement Rural Inclusif en Méditerranée, Chapitre 8, Sous-développement rural et migrations internes.

CIRAD et CIHEAM (2017), Study on Small-Scale Family Farming in the Near-East and North Africa Region (Étude sur l'agriculture familiale à petite échelle dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord)

Clement, V et coll., (2021), Groundswell Part 2 : Acting on Internal Climate Migration. (Groundswell, 2e partie : Agir sur la migration climatique interne.) Washington, DC, Banque mondiale.

CMI & UNOPS (2022), Difficult Terrain: Migration and Climate Change in the Maghreb (Un terrain difficile : migration et changement climatique au Maghreb), dossier de politique sur l'eau, Nicol Alan.

CMI et UNOPS (2022), Water Security Nexus in North Africa (Le nœud serré de la sécurité hydrique en Afrique du Nord) (2022), Catalyzing Regional Coordination around Climate Change, Resilience and Migration (Catalyser la coordination régionale autour du changement climatique, de la résilience et de la migration).

David A. et Jarreau J. (2016) Determinants of Emigration : Evidence from Egypt. (Déterminants de l'émigration : preuves de l'Égypte.) ERF, Égypte

David A. et Nilsson B. (2021) Migration and Rural Development in NENA Countries (Migration et développement rural dans les pays NENA), étude de cas, Régions et développement, n° 53-2021.

Département des statistiques (DoS) (2016). HIMS Jordanie. Jordan Household International Migration Survey (Enquête auprès des ménages jordaniens sur les migrations internationales) Département jordanien des statistiques. Amman. Jordanie.

ECDPM (2022), Russia's invasion leaves North Africa with a food crisis – What can Europe do? (L'invasion de la Russie laisse l'Afrique du Nord avec une crise alimentaire – Que peut faire l'Europe ?)

ENPARD Méditerranée (2019), Rapport de synthèse sur l'agriculture au Maroc. CIHEAM & UE.

FAO (2019), Cadre de la FAO pour les migrations, La migration comme choix et opportunité pour le développement rural.

FAO (2014), Plan d'action, Resilient Livelihoods for Agriculture and Food and Nutrition Security in Areas of Jordan Affected by the Syria Crisis (Des moyens de subsistance résilients pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritive dans les régions de Jordanie affectées par la crise syrienne), Amman, Jordanie.

FAO (2019), Rural Migration in the Near East and North Africa, Regional Trends, Cairo. (Migrations rurales au Proche-Orient et en Afrique du Nord, Tendances régionales, Le Caire.)

FAO (2016), Social Protection in Near East and North Africa, Regional Trends. (Protection sociale dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, Tendances régionales, Le Caire.)

FAO, Migration, Agriculture and Rural Development, Addressing the Root Causes of Migration and Harnessing its Potential for Development (Migration, agriculture et développement rural : adresser les causes premières de la migration et tirer parti de son potentiel de développement).

FAO (2018) Rural Migration in Tunisia, Drivers and Patterns of Rural Youth Migration and its Impact on Food Security and Rural Livelihoods in Tunisia. (La migration rurale et son impact en Tunisie, facteurs et tendances de la migration des jeunes ruraux et son impact sur la sécurité alimentaire et la subsistance rurale en Tunisie.) Rome.

FAO, FIDA, OIM et PAM (2018), The Linkages between Migration, Agriculture, Food Security and Rural Development (Liens entre migration, agriculture, sécurité alimentaire et développement rural), rapport technique.

Gaub Florence (2021), Arab Climate Futures (Futurs du climat arabe), dossier Chaillot, ISS.

Ghanem Hafez (2015), Agriculture and Rural Development for Inclusive Growth and Food Security in Morocco, Global Economy and Development at Brookings, Working Paper 82 (Agriculture et développement rural pour une croissance inclusive et la sécurité alimentaire au Maroc, Économie mondiale et développement à Brookings, document de travail 82).

Green Climate Fund (2021) Readiness Proposal, With FAO for the Republic of Tunisia (Proposition de préparation du Fonds vert pour le climat [2021], avec la FAO pour la République tunisienne)

HCP (2021) La migration forcée au Maroc, résultats de l'enquête nationale de 2021.

HCP (2020) La migration internationale au Maroc, résultats de l'enquête nationale sur la migration internationale 2018-2019.

HCP (2022), Les indicateurs sociaux du Maroc, édition 2022.

HCP (2017), Note d'information du Haut-commissariat au Plan à l'occasion de la Journée nationale des Marocains résidant à l'étranger du 10 août 2017.

HCP (2021), Note, Sources de revenu des ménages, Structure et inégalité

HCP, Enquête nationale sur l'emploi. Consulté le 14 juin 2022.

HCP (2019), Premiers résultats de l'enquête du Haut-commissariat au Plan sur la migration internationale au cours de 2018-2019.

ICMPD (2022), « Could disruptions to Eastern European wheat spur displacement in Africa? » (Les perturbations affectant le blé en l'Europe de l'Est pourraient-elles entraîner un déplacement de population en Afrique ?) Commentaire

ICMPD (2022), Re-thinking the Drivers of Irregular and Regular Migration, Evidence from the Euro-Mediterranean (Repenser les vecteurs de la migration irrégulière et régulière, éléments de preuves de la zone euro-méditerranéenne), EUROMED Migration V.

ICMPD (2022), Youth and Migration in the Maghreb: A Review of Youth Aspirations in Algeria, Libya, Morocco and Tunisia (Jeunesse et migration au Maghreb : une évaluation des aspirations des jeunes en Algérie, en Libye, au Maroc et en Tunisie), EUROMED Migration V.

IDMC (2020), A Decade of Displacement in the Middle East and North Africa (Une décennie de déplacements en Moyen-Orient et Afrique du Nord).

FIDA, Migration and Transformation Pathways. (Parcours migratoires et transformatifs.)

FIDA (2019), The narrative on rural youth and economic opportunities in Africa: facts, myths and gaps (Récit de la jeunesse rurale et opportunités économiques en Afrique : faits, mythes et lacunes). Documents du Rapport sur le développement rural 2019.

IFPRI (2018), An Agricultural Policy Review of Egypt, First Steps Towards a New Strategy (Examen de la politique agricole de l'Égypte, premiers pas vers une nouvelle stratégie).

IFPRI et FAO (2018), Agriculture and Economic Transformation in the Middle East and North Africa. A Review of the Past with Lessons for the Future. (Agriculture et transformation économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : examen du passé et leçons pour l'avenir). Rapport sur la politique alimentaire.

IFPRI (2019), Characteristics of Smallholder Farm Households in Upper Egypt, Implications for nutrition-sensitive agricultural interventions (Caractéristiques des ménages agricoles de petits exploitants agricoles en Haute-Égypte, implications pour les interventions agricoles sensibles à la nutrition), document de travail.

IFPRI (2021), *Climate Change and Egypt's Agriculture (Changement climatique et agriculture en Égypte)*, note de politique du programme régional 17.

IFPRI (2021), *Climate-Resilience Policies and Investment for Egypt's Agricultural Sector, Sustaining Productivity and Food Security (Politiques de résilience climatique et investissement dans le secteur agricole égyptien : soutenir la productivité et la sécurité alimentaire)*, rapport sur la politique alimentaire.

IFPRI (2018), *The role of Agriculture and Agro-Processing for Development in Jordan (le rôle de l'agriculture et du traitement agricole pour le développement en Jordanie)*, programme régional, document de travail 05.

IFPRI (2018), *The role of Agriculture and Agro-Processing for Development in Tunisia (le rôle de l'agriculture et du traitement agricole pour le développement en Tunisie)*, programme régional, document de travail 09.

OIT (2018), *Decent Work and the Agricultural Sector in Jordan, Evidence from Workers' and Employers' Surveys (Le travail décent et le secteur agricole en Jordanie : Preuves issues d'enquêtes auprès des travailleurs et des employeurs)*.

OIT (2020), *Rural and Urban Labour Markets: Different Challenges for Promoting Decent Work, Spotlight on Work Statistics 11 (Marchés du travail ruraux et urbains : différents défis à la promotion d'un travail décent, statistiques sur le travail 11)*, rapport de l'OIT.

OIT (2018), *Women and Men in the Informal Economy, A Statistical Picture (Les femmes et les hommes dans l'économie informelle, un tableau statistique)*. Troisième édition, Genève.

IFMI (2022), *Informality, Development and the Business Cycle in North Africa. (L'informalité, le développement et le cycle économique en Afrique du Nord.)* Document départemental. Washington DC.

INS et Banque mondiale (2020), *Carte de la pauvreté en Tunisie*.

INS (2015) *Enquête nationale sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages 2015*

INS et ONM (2021), *Tunisia HIMS, Enquête Nationale sur la Migration Internationale, Progrès Migration*.

ISS (2020), *Stagnation or Growth? Algeria's Development Pathway to 2040 (Stagnation ou croissance ? Parcours de développement de l'Algérie à l'horizon 2040)*, rapport sur l'Afrique du Nord

La Tribune (2021) « *Enquête HCP : Les sources de revenus des ménages Marocains* », consulté le 01.06.2022.

Le Monde, « *Au Maroc, le manque d'eau désespère les villages* », 12 août 2022.

Centre de politique MEI (2022), *THE RUSSIA-UKRAINE WAR HAS TURNED EGYPT'S FOOD CRISIS INTO AN EXISTENTIAL THREAT TO THE ECONOMY (La guerre entre la Russie et l'Ukraine a transformé la crise alimentaire égyptienne en une menace existentielle pour l'économie)*, MICHAËL TANCHUM.

Monbiot George, « *The Banks Collapsed in 2008, our Food System is about to do the Same* » (Les banques se sont effondrées en 2008, notre système alimentaire est sur le point d'en faire de même), commentaire dans *The Guardian*, mai 2022.

ONDH (2017), *Cartographie du développement local multidimensionnel, niveau et déficits, Royaume du Maroc, Le Chef du Gouvernement*.

Orient XXI, « *En Tunisie, la migration est un projet partagé par des pans entiers de la société* », Entretien avec Hassan

Boubakri. 19 octobre 2022.

Reporterre, « En Tunisie, la colère monte des champs asséchés de Sidi Bouzid », Matthias Raynal, consulté le 17/07/2022.

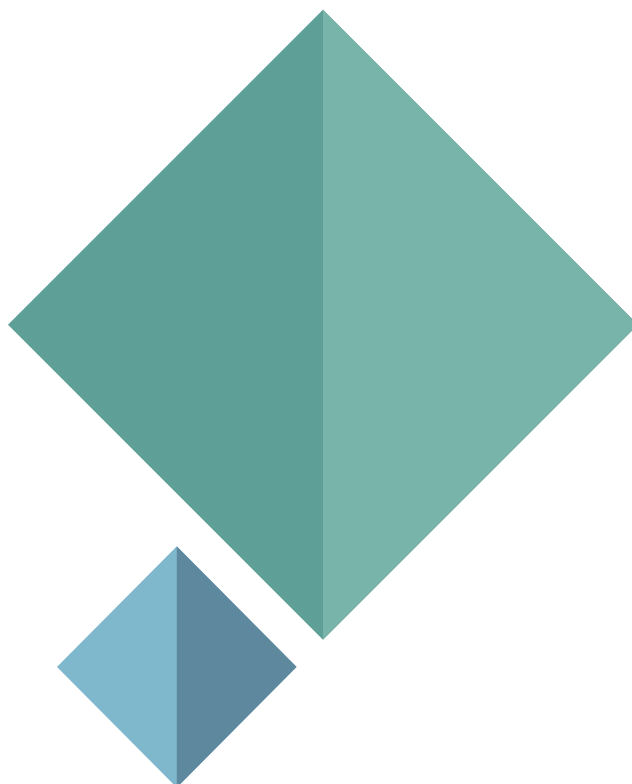
Terre d'asile Tunisie (2016), Portraits de migrants. Description de l'immigration en Tunisie.

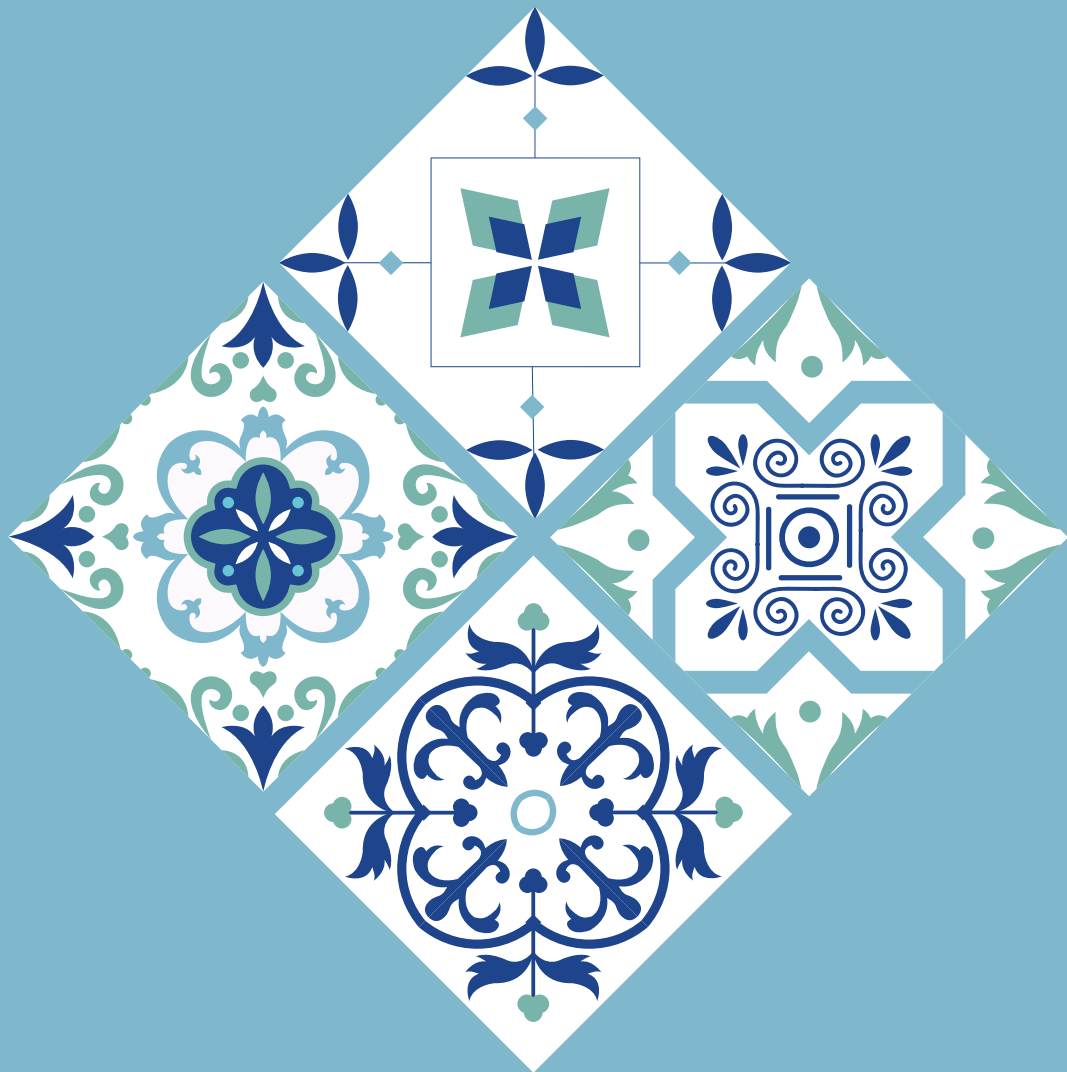
Tim McDonnell, « Tech startups are scrambling to save Egypt's farmers from climate change » (Les startups technologiques se battent pour sauver les agriculteurs égyptiens du changement climatique), Quartz, 11.10.2022.

PNUD (2022), Human Development Report (Rapport sur le développement humain) 2021/2022.

CESAO (2017), Arab Multidimensional Poverty Report (Rapport sur la pauvreté multidimensionnelle arabe).

Banque mondiale (2021), The Upside of Digital for the Middle East and North Africa, How Digital Technology Adoption Can Accelerate Growth and create Jobs (L'avantage du numérique pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, comment l'adoption de la technologie numérique peut accélérer la croissance et créer des emplois).





ICMPD Regional Office for the Mediterranean

Europa Centre, 2nd floor
John Lopez Street
Floriana, FRN 1400
Malta
Tel: +356 277 92 610

 **Euromed Migration**

 **@EUROMEDMigr**

 **emm5team@icmpd.org**

 **www.icmpd.org/emm5**

